

Deutsche  
Staatsgrundgesetze

herausgegeben

von

Karl Binding

III. Heft

Konföderations-Akte. Deutsche Bundes-Akte.  
Wiener Schluß-Akte.

4. Abdruck





# Deutsche Staatsgrundgesetze

in diplomatisch genauem Abdrucke.

---

Bu amtlichem und zu akademischem Gebrauche.

Herausgegeben

von

**Dr. Karl Binding**

ord. Professor der Rechte zu Leipzig.

---

**Heft III.**

---

Leipzig

Verlag von Felig Meiner

1913.

# Die Konföderations-Akte

der rheinischen Bundesstaaten

vom 12. Juli 1806.

---

# Die deutsche Bundes-Akte

vom 8. Juni 1815.

---

# Die Wiener Schluß-Akte

vom 15. Mai 1820.

---

Vierter unveränderter Abdruck.

---

Leipzig

Verlag von Felix Meiner

1913.

Druck: Otto Wigand m. b. H., Leipzig.

## Inhalt des dritten Heftes.

---

	Seite
I. Die Rheinbundsakte vom 12. Juli 1806. . . . .	1—15
II. Die deutsche Bundesakte vom 8. Juni 1815 . . . . .	17—34
III. Die Wiener Schlußakte vom 15. Mai 1820. . . . .	35—58

---



I.  
Konföderations-Acte  
der rheinischen Bundes-Staaten.<sup>1</sup>  
Vom 12. Juli 1806.

---

<sup>1</sup> So ist der Vertrag genannt in der offiziellen Publication  
„Königlich-Bayerisches Regierungsblatt“ MDCCCVII S. 97 ff.

## Vorbemerkung.

Die folgende Ausgabe beruht auf einer vom Königlich Bayerischen Ministerium des Auswärtigen mir freundlich gestatteten neuen Kollation des Originals im Königlich Bayerischen Geheimen Staatsarchiv. Die mir bekannt gewordenen früheren Ausgaben, die sich gleichfalls auf dieses Original stützen, sind wenig korrekt.

Das Original befindet sich als N. 1 in Kasten roth 88/o. Es ist auf Papier klein Folio geschrieben und zählt 18 unpaginirte Seiten.

Die Schrift ist fein, zierlich, deutlich, in einem Punkte sehr willkürlich: im Wechsel von kleinen und großen Buchstaben am Anfang der Worte. Manchmal ist auch sehr schwer zu erkennen, ob die feine Feder einen großen oder kleinen Buchstaben gezogen hat. Ich habe hier nur in einem Punkte Konsequenz hergestellt, nämlich den Eigennamen der Personen, Länder und Ortschaften allen den großen Anfangsbuchstaben gegeben.

Die folgenden Nummern des Kastens (2—17) werden durch die Ratifikationen des Vertrags gebildet, in denen dieser stets wiederholt wird. Besonders interessant sind N. 2: die fein auf Papier geschriebene Ratifikation Napoleons, welche selbst vom 19. Juli 1806 datirt, als Tag des Vertragschlusses aber schon den 11. Juli 1806 angiebt, während das Original und die übrigen Ratifikationen den 12. Juli 1806 bieten; ferner N. 13: die vom 24. Juli 1806 datirte auf mächtige Pergamentblätter in Folio geschriebene Württembergische Ratifikation.

Das Bayerische Original enthält nämlich zwar am Anfang des Prooemiums und im Texte die Erwähnung Württembergs und seines Königs, aber Württemberg tritt in ihm nicht persönlich als Miturheber des Vertrages auf: deshalb begegnet weder der König noch sein Gesandter, Graf von Binzingeroda, vor Artikel 1, noch die Unterschrift des Württembergischen Gesandten unter dem Vertrage. Ich habe beide aus der Württembergischen Ratifikation ergänzt.

Die Ausgabe beabsichtigt nicht die Varianten der Ratifikationen, die besonders bezüglich der Ortsnamen ziemlich häufig sind, konsequent anzugeben. Besonders wichtige oder auffallende theile ich vereinzel mit.

---

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, d'une part, et d'autre part leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg, leurs Altesses Sérénissimes les Electeurs Archi-chancelier et de Bade, le Duc de Berg et Clèves, le landgrave de Hesse Darmstadt, les Princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les Princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les Princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le Prince d'Isenbourg-Birstein, le Duc d'Areberg et le Prince de Lichtenstein, et le Comte de la Leyen, voulant, par des stipulations convenables assurer la paix intérieure et extérieure du Midi de l'Allemagne pour laquelle l'expérience a prouvé depuis longtemps et tout récemment encore, que la Constitution Germanique ne pouvait plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, Savoir:

Sa Majesté L'Empereur des Français, Roi d'Italie, Monsieur Charles Maurice Talleyrand Prince et Duc de Bénévent, Son Grand-Chambellan et Ministre des Relations extérieures, Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier des Ordres de l'Aigle noir et rouge de Prusse et de l'ordre de Saint-Hubert,

Sa Majesté le Roi de Bavière, Monsieur Antoine de Cetto, Son Conseiller d'Etat ordinaire, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et Chevalier de l'ordre du Lion,

[Sa Majesté le Roi de Wurtemberg: Monsieur Levin Comte de Winzingeroda, son Ministre d'Etat, des Conférences et du Cabinet, Chevalier de grand Ordre, Commandeur de Celui de St. Jean de Jerusalem, Chevalier de l'Aigle blanc,<sup>1</sup>]

---

<sup>1</sup> Aus der Königlich Würtemberg. Ratifikation. S. S. 2.

Son Altesse Sérénissime <sup>1</sup> l'Electeur Archi-Chancelier de l'Empire Germanique, Monsieur Charles Comte de Beust, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et Chevalier de l'ordre du Lion d'or,

Son Altesse Sérénissime L'Electeur de Bade, Monsieur Sigismond Charles Jean Baron de Reitzenstein, Ministre du Cabinet de Son Altesse Electorale, Grand-Cordon de l'ordre de la Fidélité,

Son Altesse Impériale Monseigneur Le Prince Joachim Duc de Clèves et Berg, Monsieur le Baron Maximilien de Schell,

Son Altesse Sérénissime Le Landgrave de Hesse-Darmstadt, Monsieur Auguste Baron de Pappenheim, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie,

Leurs Altesses Sérénissimes Les Princes de Nassau-Usingen et Weilbourg, Monsieur Jean Ernest Baron de Gagern, leur Ministre,

Leurs Altesses Sérénissimes Les Princes de Hohenzollern-Héchingen et Hohenzollern-Sigmaringen, Monsieur François Xavier Major de Fischler,

Leurs Altesses Sérénissimes les Princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le même Mr. François Xavier Major de Fischler,

Son Altesse le Prince d'Isenbourg-Birstein, Monsieur de Greuhm, Résident et chargé des pouvoirs de Son Altesse,

Son Altesse Sérénissime le Duc d'Areberg, Monsieur Durant Saint André,

Le comte de la Leyen Monsieur Dourant Saint André.

Lesquels après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivants:

#### Article Premier.

Les Etats de Leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg, de leurs Altesses Sérénissimes Les Electeurs Archi-Chancelier et de Bade, Le Duc de Berg et Clèves, Le Landgrave de Hesse-Darmstadt, Les Princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, Les Princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, Les Princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le Prince d'Isen-

<sup>1</sup> In Napoleons Ratification: Son Altesse Éminentissime.

bourg-Birstein, Le Duc d'AreMBERG et Le Prince de Lichtenstein et du Comte de la Leyen seront séparés à perpétuité du Territoire de L'Empire Germanique et unis entr'eux par une Confédération particulière sous le nom d'Etats confédérés du Rhin.

#### Article Deuxième.

Toute loi de L'Empire Germanique qui a pu jusqu'à présent concerner et obliger Leurs Majestés et Leurs Altesses Sérénissimes Les Rois et Princes et Le Comte dénommés en l'article précédent, leurs sujets et leurs Etats ou partie d'iceux, sera à l'avenir relativement à Leurs dites Majestés et Altesses et audit Comte à leurs Etats et sujets respectifs nulle et de nul effet, sauf néanmoins les droits acquis à des créanciers et pensionnaires par le Recès de Mil huit cent trois, et les dispositions du Paragraphe trente neuf dudit Recès relatives à l'Octroi de Navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

#### Article Troisième.

Chacun des Rois et Princes Confédérés renoncera à ceux de ses titres qui expriment des rapports quelconques avec L'Empire Germanique; et le premier Août prochain Il fera notifier à la Diète sa séparation d'avec l'Empire.

#### Article Quatrième.

Son Altesse Sérénissime L'Électeur Archi Chancelier prendra les titres de Prince Primat et d'Altesse Éminentissime.

Le titre de Prince Primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté dont chacun des Confédérés doit jouir.

#### Article Cinquième.

Leurs Altesses Sérénissimes L'Électeur de Bade, Le Duc de Berg et Clèves et Le Landgrave de Hesse-Darmstadt prendront le titre de Grand-Duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la Dignité Royale.

Le rang et la prééminence entr'eux sont et demeureront fixés conformément à l'ordre dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le Chef de la Maison de Nassau prendra le titre de Duc, et le Comte de la Leyen le titre de Prince.

### Article Sixième.

Les intérêts communs des Etats Confédérés seront traités dans une Diète, dont le siège sera à Francfort et qui sera divisée en deux Collèges, sçavoir Le Collège des Rois et Le Collège des Princes.

### Article Septième.

Les Princes devront nécessairement être indépendans de toute Puissance étrangère à la Confédération et ne pourront conséquemment prendre du service d'aucun genre que dans les Etats Confédérés ou alliés à la Confédération. Ceux qui, étant déjà au service d'autres Puissances, voudront y rester, seront tenus de faire passer leurs Principautés sur la tête d'un de leurs Enfants.

### Article huitième.

S'il arrivait qu'un desdits Princes voulut aliéner en tout ou en partie sa souveraineté, Il ne le pourra faire qu'en faveur de l'un des Etats confédérés.

### Article Neuvième.

Toutes les contestations qui s'éleveront entre les États confédérés seront décidées par la Diète de Francfort.

### Article Dixième.

La Diète sera présidée par Son Altesse Eminentissime Le Prince Primat, et lorsqu'un des deux Collèges, seulement aura à délibérer sur quelque affaire, Son Altesse Eminentissime présidera Le Collège des Rois, et le Duc de Nassau Le Collège des Princes.

### Article onzième.

Les époques où soit la Diète, soit un des Collèges séparément devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets qui devront être soumis à leurs délibérations, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter, seront déterminés par un Statut fondamental que Son Altesse Eminentissime Le Prince Primat proposera dans un délai d'un mois après la notification faite à Ratisbonne et qui devra être approuvé par les Etats Confédérés. Le même statut fixera définitivement le rang entre les Membres du Collège des Princes.

### Article Douzième.

Sa Majesté L'Empereur des Français sera proclamé

Protecteur de la Confédération et en cette qualité, au décès de chaque Prince Primat, Il en nommera le successeur.

Article Treizième.

Sa Majesté le Roi de Bavière cède à Sa Majesté Le Roi de Wurtemberg la seigneurie de Wiésensteig et renonce aux droits, que, à raison de la Préfecture de Burgau, il pourroit avoir ou prétendre sur L'Abbaye de Wiblingen.

Article quatorzième.

Sa Majesté Le Roi de Wurtemberg cède à Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Bade Le Comté de Bondorf, Les villes de Bruhlingen<sup>1</sup> et de Willingen avec la partie du Territoire de cette dernière, située à la droite de la Brigach et la ville de Tuttlingen avec les dépendances du Baillage de ce nom situées à la droite du Danube.

Article quinzième.

Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Bade cède à Sa Majesté le Roi de Wurtemberg la ville et le territoire de Biberach avec ses dépendances.

Article Seizième.

Son Altesse Sérénissime Le Duc de Nassau cède à Son Altesse Impériale Le Grand-Duc de Berg la ville de Deutz ou Daytz avec son territoire, la ville et le Baillage de Koenigswinter et le Baillage de Willich.

Article Dix-septième.

Sa Majesté Le Roi de Bavière réunira à ses Etats et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Nuremberg et les commanderies de Rohr et de Waldstetten de l'ordre Teutonique.

Article Dix-huitième.

Sa Majesté Le Roi de Wurtemberg réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété la Seigneurie de Wiésensteig et les ville, territoire et dépendances de Biberach en conséquence des cessions à lui faites par Sa Majesté Le Roi de Bavière et Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Bade, la ville de Waldsée, Le Comté de Schelklingen, La Commanderie de Kapfenbourg ou

<sup>1</sup> So das Original. Die Ratifikationen schreiben Breunlingen.

Lauchheim, La Commanderie d'Alschhausen distraction faite des Seigneuries d'Achberg et Hohenfels, et l'abbaye de Wiblingen.

Article Dix-neuvième.

Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Bade réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété le Comté de Bondorf, les villes de Bruhningen, Willingen et Tuttingen, les parties de leurs territoires et leurs dépendances spécifiées en l'article quatorze, et tels qu'ils lui ont été cédés par Sa Majesté Le Roi de Wurtemberg;

Il possédera en toute propriété la Principauté de Heistersheim et toutes celles de ses dépendances situées dans les possessions de Son Altesse Sérénissime telles qu'elles seront en conséquence du présent Traité.

Il possédera également en toute propriété les Commanderies Teutoniques de Benggen et de Fribourg.

Article Vingtième.

Son Altesse Impériale Le Grand-Duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville de Deutz ou Duytz avec son territoire, la ville et le Baillage de Koenigswinter et le Baillage de Willich en conséquence de la cession à lui faite par Son Altesse Sérénissime Le Duc de Nassau.

Article Vingt unième.

Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses Etats le Burgraviat de Friedberg pour le posséder en Souveraineté seulement pendant la vie du Bourgrave actuel, et en toute propriété après le décès dudit Bourgrave.

Article Vingt deuxième.

Son Altesse Eminentissime Le Prince Primat réunira à ses Etats et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Francfort.

Article vingt troisième.

Son Altesse Sérénissime Le Prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les Seigneuries d'Achberg et de Hohenfels dépendantes de la Commanderie d'Alschhausen et les couvens de Closterwald et de Habsthal.

Son Altesse Sérénissime possédera en souveraineté les Terres Equestres situées entre ses possessions actuelles et les territoires au Nord du Danube sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre en conséquence du présent Traité, nommément Les Seigneuries de Gamertingen et de Hettlingen.

Article Vingt quatrième.

Leurs Majestés Les Rois de Bavière et de Wurtemberg, Leurs Altesses Sérénissimes Les Grands Ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt, Son Altesse Eminentissime Le Prince-Primat, Leurs Altesses Sérénissimes Les Duc et Prince de Nassau, Les Princes de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Isenbourg-Birstein et Le Duc d'Aremberg exerceront tous les droits de souveraineté, sçavoir:

Sa Majesté Le Roi de Bavière, sur la Principauté de Schwarzenberg, Le Comté de Castell, les seigneuries de Speckfeld et Wiésentheid, les dépendances de la Principauté de Hohenlohe enclavées dans le Marquisat<sup>1</sup> d'Ansbach et dans le territoire de Rothenbourg nommément les grands Baillages de Schillingsfürst et de Kirchberg, Le Comté de Sternstein, les Principautés d'Oettingen, les possessions du Prince de la Tour et Taxis au Nord de la Principauté de Neubourg, Le Comté d'Edelstetten, les possessions des Prince et Comtes de Fugger, le Burgraviat de Winterrieden, enfin les seigneuries de Buxheim et de Tannhausen et sur la totalité de la grande route allant de Memmingen à Lindau.

Sa Majesté Le Roi de Wurtemberg; sur les possessions des Prince et Comtes Truchsess-Waldbourg, Les Comtés de Baintdt, d'Egloff, de Guttenzell, de Heggbach, d'Isny, de Koenigsegg-Aulendorf, d'Ochsenhausen, de Roth et de Schussenried et Weissenau, Les Seigneuries de Mietingen et Sulmingen, Neuravensbourg, Tannheim, Warthausen et Weingarten, distraction faite de la Seigneurie de Hagnau, les possessions du Prince de La Tour et Taxis à l'exception de celles qui sont situées au Nord de la Principauté de Neubourg et de la seigneurie de Strasberg et du Baillage d'Ostrach, les Seigneuries de Gundelfingen et de Neufra, Les parties du Comté de Limbourg-Geildorf

<sup>1</sup> Die Ratifikationen lesen: margraviat.

non possédées par sa dite Majesté, Toutes les possessions des Princes de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent, et enfin la partie du Baillage ci-devant Mayençais de Krantheim située à la gauche de la Yaxt.

Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Bade, sur la Principauté de Fürstenberg (étant exceptées les Seigneuries de Gundelfingen, de Neufra, de Trochtelfingen, de Jungnau et la partie du Bailliage de Moeskirch située à la gauche du Danube), La Seigneurie de Hagnau, Le Comté de Thengen, Le Landgraviat de Klettgau, les baillages de Neidenau et Billigheim, la Principauté de Linange, les possessions des Princes et Comtes de Loewenstein-Wertheim situées à la rive gauche du Mein (étant exceptés Le Comté de Loewenstein, la partie du Limbourg-Gaildorf appartenant aux Comtes de Loewenstein et les Seigneuries de Heubach, de Breüberg et d'Habitzheim) et enfin les possessions du Prince de Salm-Reifferscheid-Krautheim, au Nord de la Yaxt.

Son Altesse Impériale Le Grand-Duc de Berg; sur les Seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruck, de Hardenberg, de Gimborn et Neustadt, de Wildenberg, Les Comtés de Hombourg, de Bentheim, de Steinfürt, de Horstmar, Les possessions du Duc de Looz, Les Comtés de Siégen, de Dillenbourg (les Baillages de Wehrheim et Burbach exceptés) et de Hadamar, les Seigneuries de Westerbouurg, de Schadeck et de Beilstein, et la partie de la Seigneurie de Runckel proprement dite située à la droite de la Lahn; et pour les communications entre le Duché de Clèves et les possessions susdites au nord de ce Duché, Son Altesse Impériale aura l'usage d'une route à travers les Etats des Princes de Salm.

Son Altesse Sérénissime Le Grand-Duc de Hesse-Darmstadt; sur les Seigneuries de Breüberg et de Heubach et sur la Seigneurie ou Bailliage de Habitzheim; Le Comté d'Erbach, La Seigneurie d'Ilbenstadt, la partie du Comté de Koenigstein possédée par le Prince de Stollberg-Gedern, Les possessions des Barons de Riedesel enclavées dans les Etats de sa dite Altesse ou qui leurs sont contigües, nommément les juridictions de Lauterbach, de Stockhausen, Mooss et de Freienstern, les possessions des Princes et Comtes de Solms, en Wetteravie, à l'exception des

bailliages de Hohensolms, Braunfels et Greiffenstein), et enfin sur Les Comtés de Wittgenstein et Berlebourg, et le Baillage de Hesse-Hombourg possédé par la Branche de ce nom appanagée de Hesse-Darmstadt.

Son Altesse Eminentissime Le Prince Primat; sur les possessions des Princes et Comtes de Loewenstein-Wertheim situées à la droite du Mein et sur le comté de Rieneck.

Leurs Altesses Sérénissimes, Les Duc de Nassau-Usingen et Prince de Nassau-Weilbourg; sur les Baillages de Dierdorf, Altenwied, Neuerbourg et la partie du Comté du Bas-Isenbourg appartenant au Prince de Wied-Runckel, Les Comtés de Wied-Neuwied et de Holzappel, la Seigneurie Schaumbourg, Le Comté de Dietz et ses dépendances, la partie du village de Münzfelden appartenant au Prince de Nassau-Fulde, Les Baillages de Wehrheim et de Burbach, la partie de la Seigneurie de Runckel située à la gauche de la Lahn, la Terre Equestre de Gransberg et enfin les Baillages de Hohensolms, Braunfels et Greiffenstein.

Son Altesse Sérénissime Le Prince de Hohenzollern-Sigmaringen; sur les Seigneuries de Trochtelfingen, de Jungnau, de Strasberg, sur le Baillage d'Ostrach et la partie de la Seigneurie de Moëskirch située à la gauche du Danube.

Son Altesse Sérénissime Le Prince de Salm-Kyrbourg; sur la seigneurie de Géhmen.

Son Altesse Sérénissime Le Prince d'Isenbourg-Birstein; sur les possessions des Comtes d'Isenbourg-Budingen, Waechtersbach et Meerholz, sans que les Comtes appanagés de sa branche puissent se prévaloir de cette stipulation pour former aucune prétention à sa charge.

Et Son Altesse Sérénissime Le Duc d'Aremberg; sur le Comté de Dulmen.

#### Article Vingt cinquième.

Chacun des Rois et Princes Confédérés possédera en toute souveraineté Les Terres Equestres enclavées dans ses possessions. Quant aux Terres Equestres interposées entre deux des Etats Confédérés, Elles seront partagées quant à la souveraineté entre les deux Etats aussi également que faire se pourra, mais de manière à ce qu'il n'en résulte ni morcellement, ni mélange de Territoires.

### Article Vingt sixième.

Les droits de Souveraineté sont ceux de Législation, de Jurisdiction suprême, de haute police, de conscription militaire ou de recrutement et d'impôt.

### Article Vingt septième.

Les Princes ou Comtes actuellement regnans conserveront chacun comme propriété patrimoniale et privée tous les domaines sans exception qu'ils possèdent maintenant, ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non-essentiellement inhérens à la souveraineté, et notamment les droits de basse et moyenne Jurisdiction, en matière civile et criminelle, de Jurisdiction et de police forestière, de chasse, de pêche, de Mines, d'usines, de Dixmes et prestations féodales, de patronage et autres semblables et les revenus provenans desdits Domaines et Droits.

Leurs Domaines et biens seront assimilés quant à l'impôt aux domaines et biens des princes de la Maison sous la souveraineté de laquelle ils doivent passer en vertu du présent Traité; ou, si aucun des Princes de ladite Maison ne possédait d'immeubles, aux domaines et biens de la Classe la plus privilégiée. Ne pourront lesdits Domaines et droits être vendus à un souverain étranger à la confédération, ni autrement aliénés sans avoir été préalablement offerts au Prince sous la souveraineté duquel ils sont placés.

### Article Vingt huitième.

En matière criminelle, Les Princes et Comtes actuellement regnans et leurs héritiers jouiront du droit d'Austrègne, c'est à dire, d'être jugés par leurs pairs, et dans aucun cas la confiscation de leurs biens ne pourra être prononcée ni avoir lieu; mais les revenus pourront être sequestrés pendant la vie du condamné.

### Article Vingt neuvième.

Les Etats Confédérés contribueront au payement des dettes actuelles des Cercles non seulement pour leurs possessions anciennes, mais aussi pour les territoires qui doivent être respectivement soumis à leur souveraineté.

La dette du Cercle de Souabe sera à la charge de Leurs Majestés Les Rois de Bavière et de Wurtemberg, de leurs Altesses Sérénissimes Le Grand-Duc de Bade, Les Princes de Hohenzollern-Héchingen et Sigmaringen,

de Lichtenstein et de la Leyen, et divisée entr'eux dans la proportion de ce que chacun desdits Rois et Princes possédera dans la Souabe.

#### Article Trentième.

Les dettes propres de chaque Principauté, Comté ou Seigneurie passant sous la souveraineté de l'un des Etats Confédérés seront divisées entre ledit Etat et les Princes ou Comtes actuellement régnans dans la proportion des revenus que ledit Etat doit acquérir et de ceux que les Princes ou Comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

#### Article Trente et unième.

Il sera libre aux Princes ou Comtes actuellement régnans et à leurs héritiers de fixer leur résidence partout où ils le voudront, pourvu que ce soit dans l'un des Etats Membres ou Alliés de la Confédération du Rhin, ou dans les possessions qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de ladite Confédération, et de retirer leurs revenus ou leurs capitaux sans pouvoir être assujettis, pour cette cause à aucun droit ou impôt quelconque.

#### Article Trente deuxième.

Les individus employés dans l'administration publique des Principautés Comtés ou Seigneuries qui doivent en vertu du présent Traité passer sous la souveraineté de l'un des Etats Confédérés, et que le Souverain ne jugerait pas à propos de conserver dans leurs emplois, jouiront d'une Pension de retraite égale à celle, que les loix ou réglemens de l'Etat accordent aux officiers de même grade.

#### Article Trente troisième.

Les membres des Ordres Militaires ou religieux qui pourront être en conséquence du présent Traité dépossédés ou sécularisés recevront une Pension annuelle et viagère proportionnée aux revenus, dont ils jouissaient, à leur dignité et à leur âge et hypothéquée sur les biens dont ils étaient usufruitiers.

#### Article Trente quatrième.

Les Rois, Grand Ducs, Duc et Prince Confédérés renoncent chacun d'eux pour soi ses héritiers et successeurs à tout droit actuel qu'il pourrait avoir ou prétendre sur les possessions des autres Membres de la Confédération

Telles qu'elles sont et Telles qu'elles doivent être en conséquence du présent Traité, les droits éventuels de succession demeurant seuls réservés et pour le cas seulement où viendrait à s'éteindre la Maison ou la Branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent Traité, posséder en souveraineté les Territoires, Domaines et biens, sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

#### Article Trente cinquième.

Il y aura entre l'Empire Français et les Etats Confédérés du Rhin collectivement et séparément une alliance en vertu de laquelle toute Guerre Continentale que l'une des parties contractantes aurait à soutenir deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

#### Article Trente sixième.

Dans le cas où une Puissance étrangère à l'alliance et voisine armerait, les hautes parties Contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement d'après la demande qui en sera faite par le Ministre de l'une d'Elles à Francfort.

Le contingent que chacun des Alliés devra fournir étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles, mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par Sa Majesté l'Empereur et Roi à chacune des Puissances alliées.

#### Article Trente septième.

Sa Majesté Le Roi de Bavière s'engage à fortifier les villes d'Augsbourg et de Lindau, à former et entretenir en tout temps dans la première de ces deux places des Etablissements d'Artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions suffisante pour une réserve, de même qu'à avoir à Augsbourg des Boulangeries pour qu'on puisse confectionner une quantité de biscuits, telle qu'en cas de guerre la marche des armées n'éprouve pas de retard.

#### Article Trente huitième.

Le Contingent à fournir par chacun des Alliés pour le cas de guerre est fixé comme il suit :

La France fournira deux cent mille hommes de toutes armes,

Le Royaume de Bavière, trente mille hommes de toutes armes,

Le Royaume de Wurtemberg, Douze mille,

Le Grand-Duc de Bade, huit mille,

Le Grand-Duc de Berg, cinq Mille,

Le Grand-Duc de Darmstadt, quatre mille.

Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau fourniront avec les autres Princes Confédérés un contingent de quatre mille hommes.

#### Article Trente neuvième.

Les hautes Parties contractantes se réservent d'admettre par la suite dans la nouvelle Confédération d'autres Princes et Etats d'Allemagne qu'il sera trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

#### Article Quarantième.

Les ratifications du présent Traité seront échangées à Munich le vingt cinq Juillet de la présente année.

Fait à Paris le douze Juillet mil huit cent six.

Signé :

(L. S.) Ch. Maurice Talleyrand, prince de Bénévent, grand'chambellan de sa majesté l'empereur des Français roi d'Italie, ministre des relations extérieures.

(L. S.) Antoine de Cetto.

[(L. S.) Levin comte de Winzingeroda.]<sup>1</sup>

(L. S.) Charles Comte de Beust.

(L. S.) Sigismond Ch. J. Baron de Reizenstein.

(L. S.) Maximilien Baron de Schell.

(L. S.) Auguste Guillaume de Pappenheim.

(L. S.) Jean Ernest Baron de Gagern.

(L. S.) Pour les Maisons de Hohenzollern François Xavier de Fischler.

(L. S.) Pour les Maisons de Salm François Xavier de Fischler.

(L. S.) Pour le Prince d'Ysenbourg Birstein Louis de Greuhm.

(L. S.) Pour S. A. S. Le Duc d'Areberg Durant St. André.

(L. S.) Pour le comte de la Leyen Durant St. André.

<sup>1</sup> S. oben S. 2.



II.

# Die Bundes-Akte

vom 8. Juni 1815.

## Vorbemerkung.

Das Archiv des Bundes bildet seit 1867 einen untrennbaren Bestandteil der Frankfurter Stadtbibliothek. Die notwendige amtliche Erlaubniß zur Benutzung der Originale sowol der Bundes- als der Schlußakte ist mir freundlichst erteilt, die Benutzung selbst von dem Vorstande der Frankfurter Stadtbibliothek, Herrn Dr. Ehrard, unter sehr ungünstigen Verhältnissen — die Bibliothek befand sich im Umbau — mit dankenswerter Hülfsbereitschaft ermöglicht worden.

Das Original der Bundes-Acte trägt einen amtlichen Namen nicht an seiner Stirne. Der blaue Karton mit weißem Schilde, worauf steht: „Original der deutschen Bundes-Acte“, trägt keine Archiv-Nummer.

Das Original, in roten Sammt gebunden, hat Folio-Format und besteht aus achtzehn nicht numerirten und nicht paginirten Blättern. Es ist sehr schön und deutlich geschrieben, ohne in Orthographie und Interpunction ganz consequent zu sein. Diese Inconsequenzen zu verbessern lag kein Anlaß vor. Die Ungleichheiten der Ausgabe sind also gerade wie bei der Rheinbunds-Acte und bei der Schluß-Acte beabsichtigt.

---

| Im Nahmen der allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit. | Bl. 1.

Die Souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands den gemeinsamen Wunsch hegend den 6<sup>ten</sup> Artikel des Pariser Friedens vom 30 May 1814 in Erfüllung zu setzen, und von den Vortheilen überzeugt, welche aus ihrer festen und dauerhaften Verbindung für die Sicherheit und Unabhängigkeit Deutschlands, und die Ruhe und das Gleichgewicht Europas hervorgehen würden, sind übereingekommen, sich zu einem beständigen Bunde zu vereinigen, und haben zu diesem Behuf ihre Gesandten und Abgeordneten am Congresse in Wien mit Vollmachten versehen, nämlich:

Seine Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät den Herrn Clemens Wenzeslaus Fürsten von Metternich Winneburg Ochsenhausen, Ritter des goldenen Vlieses, Großkreuz des Königlich Ungarischen St. Stephans Ordens, Ritter des Ordens des heiligen Andreas, des heiligen Alexander Newsky und der heiligen Anna erster Klasse, Großkreuz der Ehrenlegion, Ritter des Ordens vom Elephanten, des Ordens der Annunciation, des schwarzen Adlers und des rothen Adlers, des Seraphinen Ordens, des heiligen Josephs von Tostana, des heiligen Hubertus, des goldenen Adlers von Würtemberg, der Treue von Baden, des heiligen Johannes von Jerusalem u. a. m. Kanzler des militärischen Marien Theresien Ordens, Curator der K. K. Akademie der vereinigten bildenden Künste, Kämmerer, wirklichen Geheimerath Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, Königs von Ungarn und Böhmen, Allerhöchst-Dessen Staats und Konferenz-Minister, auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten und ersten Plenipotentiarus am Congreß; und

Den Herrn Johann Philipp Baron von Wessenberg Großkreuz des Königlich Sardinischen Ordens des heiligen Mauritius und heiligen Lazarus, wie auch des Königlichen Ordens der Baiischen Krone 2c. Kammerherrn und wirklichen geheimen Rath Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät, Höchstbesselden zweiten Plenipotentiarus | am Congreß.

| Bl. 2.

Seine Königliche Majestät von Preußen den Herrn Fürsten von Hardenberg, Ihre Staatskanzler, Ritter des schwarzen und rothen Adler-Ordens, des Preussischen St. Johanner Ordens und des Preussischen eisernen Kreuzes, Ritter des Russischen St. Andreas, St. Alexander Newsky-Ordens und St. Annen Ordens erster Klasse, Großkreuz des Ungarischen St. Stephans Ordens, Großkreuz der Ehrenlegion; Großkreuz des Spanischen St. Karls Ordens, Ritter des Sardinischen Annunciaten, des Schwedischen Seraphinen, des Dänischen Elephanten, des Bayrischen St. Huberts, des Württembergischen goldenen Adlers und m. a. Orden; und

Den Herrn Carl Wilhelm Freyherrn von Humboldt Ihre Staatsminister, Kammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bey Ihrer K. K. A. Majestät, Ritter des rothen Adler Ordens, des Preussischen Eisernen Kreuzes erster Klasse; Großkreuz des Kaiserlich-Oesterreichischen Leopolds, des Russischen St. Annen Ordens und des Ordens des Verdienstes der Bayerischen Krone.

Seine Königliche Majestät von Dänemark den Herrn Christian Günther Grafen von Bernstorff, Ihren geheimen Conferenzzath, außerordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister am Hofe Seiner K. K. A. Majestät und Bevollmächtigten am Congreß; Ritter des Elephanten Ordens, Großkreuz des Dannebrog-Ordens und des Königlich Ungarischen St. Stephans Ordens; und

Den Herrn Joachim Friedrich Grafen von Bernstorff Ihre geheimen Conferenzzath, Bevollmächtigten am Congreß, Großkreuz des Dannebrog-Ordens;

Seine Königliche Majestät von Bayern den Herrn Alois Franz Xavier Grafen von Rechberg und Rothen-Löwen, Kammerer und wirklichen geheimen Rath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am K. K. Hofe, Großkreuz des St. Huberts-Ordens, Kapitular-Kommenthur des St. Georgs, und Großkreuz des Bayerischen Civil-Verdienst-Ordens;

181. 3. | Seine Majestät der König von Sachsen den Herrn Hanns August Fürchtegott von Globig Ihre geheimen Rath, Kammerherrn, Hof- und Justitienrath, und geheimen Referendar.

Seine Majestät der König der Niederlande den Herrn Hanns Christoph Freyherrn von Gagern, Plenipotentiarus Seiner Majestät des Königs der Niederlande, und Ihrer Durchlauchten des Herzogs und des Fürsten von Nassau;

Großkreuz des Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, und des Badenschen Ordens der Treue.

Seine Majestät der König von Großbritannien und Hannover den Herrn Ernst Friederich Herbert Grafen von Münster Erblandmarschall des Königreichs Hannover, Großkreuz des Königlich Ungarischen St. Stephans Ordens, Sr. Königlichen Majestät von Großbritannien und Hannover Staats- und Cabinetsminister, ersten Bevollmächtigten am Congreß zu Wien und

den Herrn Ernst Christian August Grafen von Hardenberg, Großkreuz des Kais. Oesterreichischen Leopold-Ordens, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler Ordens und des Johanniter Ordens, Seiner Königlichen Majestät von Großbritannien und Hannover Staats und Cabinets-Minister; dessen außerordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister an dem Hofe Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät und dessen zweyten Bevollmächtigten am Congreß zu Wien.

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen den Herrn Dorotheus Ludwig Grafen von Keller, Höchst Ihre Staatsminister, Großkreuz vom goldenen Löwen und des Preussischen rothen Adlers; und

den Herrn Georg Ferdinand Freyherrn von Lepel, Ihre Kammerherrn und geheimen Regierungsrath

Seine Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen den Herrn Johann Freyherrn von Türkheim von Altdorf, Ihren geheimen Rath, Staatsminister und außerordentlichen Abgesandten am Congreß, Großkreuz des Hessischen Verdienstordens, Commandeur des Königlich Ungarischen St. Stephans Ordens.

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen Weimar den Herrn Ernst August Freyherrn von Gerstorf Ihre wirklichen geheimen Rath (jetzt an dessen Stelle den Herrn Friedrich August Freyherrn von Minkwitz.)

Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen Gotha den Herrn Friedrich August Freyherrn von Minkwitz Ihre geheimen Rath.

Ihre Durchlaucht die Herzogin von Sachsen Coburg Meiningen, als Regentinn und Vormünderin Ihres Sohnes, ebendenselben Freyherrn von Minkwitz

Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen Hildburghausen den Herrn Carl Ludwig Friederich Freyherrn von Baumbach, Ihre geheimen Rath und Regierungs-Präsidenten.

Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen Coburg-Saalfeld den Herrn Franz Xaviers Freyherrn von Fischler von Treuberg, Ihro Obersten, Ritter des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens und des Ordens der bayerischen Krone

Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig Wolfenbüttel, an die Stelle des Herrn Wilhelm Justus Eberhardt von Schmidt Rhiseldorf Ihro geheimen Raths, ex substitutione den Herrn Dorotheus Ludwig Grafen von Keller, Kurfürstlich hessischen Staatsminister u. s. f.

Seine Durchlaucht der Herzog von Holstein Oldenburg den Herrn Albert Freyherrn von Maltzahn, Präsidenten der Regierung des Fürstenthums Lübeck, Großkreuz des Russischen Ordens der heiligen Anna und Ritter des Ordens des heiligen Johannes von Jerusalem.

Seine Durchlaucht der Herzog von Mecklenburg Schwerin den Herrn Leopold Freyherrn von Pleßen, Ihro Staatsminister, Großkreuz des Dannebrog Ordens.

Seine Durchlaucht der Herzog von Mecklenburg Strelitz, den Herrn August Otto Ernst Freyherrn von Derßen Ihro Staatsminister, Großkreuz des Preussischen rothen Adlerordens.

1 21. 5. | Seine Durchlaucht der Herzog von Anhalt Dessau für sich und als Vormund des minorennen Herzogs von Anhalt Cöthen und Seine Durchlaucht der Herzog von Anhalt Bernburg gemeinschaftlich den Herrn Wolf Carl August von Wolframsdorf Präsidenten der Regierung zu Dessau.

Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern Hechingen den Herrn Franz Anton Freyherrn von Frank, Ihro wirklichen geheimen Rath.

Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern Sigmaringen den Herrn Franz Ludwig von Kirchbauer, Ihro geheimen Legationsrath.

Seine Durchlaucht der Herzog, und Seine Durchlaucht der Fürst von Nassau den Herrn Franz<sup>1</sup> Christoph Freyherrn von Gagern, und Herrn Ernst Franz Ludwig Freyherrn von Marschall von Biberstein, Plenipotentiarus Seiner Majestät des Königs der Niederlande, für seine deutschen Staaten und Ihrer Durchlauchten des Herzogs und des Fürsten von Nassau, Großkreuz des Ordens der Treue.

<sup>1</sup> Dies Hanns.

Seine Durchlaucht der Fürst von Lichtenstein den Herrn Georg Walther Vinzenz von Wiese, Vizecanzler der Regierung des Fürsten von Reuß zu Gera.

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg Sonderhausen den Herrn Adolph von Weise, Thro geheimen Rath und Kanzler.

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg Rudolstadt den Herrn Friedrich Wilhelm Freyherrn von Kettelhobt Thro Kanzler und Präsidenten auch Erbschenk der gefürsteten Grafschaft Henneberg, des Großherzoglich Badenschen Ordens der Treue Großkreuz.

Seine Durchlaucht der Fürst von Waldeck und Pyrmont den Herrn Günther Heinrich von Berg, Doctor der Rechte und Regierungs-Präsidenten des Fürsten von Schaumburg Lippe.

| Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reuß älterer und jüngerer Linie den Herrn Georg Walther Vinzenz von Wiese, Vizecanzler der Regierung zu Gera | Bl. 6.

Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg Lippe den Herrn Günther Heinrich von Berg.

Ihre Durchlaucht die Fürstinn von der Lippe als Regentinn und Vormünderin des Fürsten ihres Sohnes, den Herrn Friedrich Wilhelm Hellwing Thro Regierungsrath.

Die Freye Stadt Lübeck den Herrn Johann Friedrich Hach, Doctor der Rechte und Senator dieser Stadt.

Die freye Stadt Frankfurth den Herrn Johann Ernst Friedrich Danz Doctor der Rechte, Syndicus dieser Stadt.

Die freye Stadt Bremen den Herrn Johann Smidt Senator dieser Stadt.

Die freye Stadt Hamburg den Herrn Johann Michael Gries, Syndicus dieser Stadt.

In Gemäßheit dieses Beschlusses haben die vorstehenden Bevollmächtigten, nach geschehener Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten folgende Artikel verabredet.

## I.

### Allgemeine Bestimmungen.

#### Artikel I.

Die souverainen Fürsten und freyen Städte Deutschlands mit Einschluß Ihrer Majestäten des Kaisers von Oesterreich und der Könige von Preußen, von Dänemark und der Niederlande, und zwar

Der Kaiser von Oesterreich, der König von Preußen, beyde für ihre gesammten vormals zum deutschen Reich gehörigen Besitzungen,

der König von Dänemark für Holstein, der König der Niederlande für das Großherzogthum Luxemburg vereinigen sich zu einem beständigen Bunde, welcher der deutsche Bund heißen soll.

### Artikel II.

Der Zweck desselben ist Erhaltung der äussern und inneren Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten.

### Artikel III.

Alle Bundes-Glieder haben als solche gleiche Rechte; sie verpflichten sich alle gleichmäßig die Bundes-Acte unverbrüchlich zu halten.

### Artikel IV.

Die Angelegenheiten des Bundes werden durch eine Bundesversammlung besorgt in welcher alle Glieder desselben durch ihre Bevollmächtigten theils einzelne, theils Gesamtstimmen folgendermassen, jedoch unbeschadet ihres Ranges führen

1 Oesterreich . . . . .	1	Stimme.
2 Preußen . . . . .	1	do
3 Bayern . . . . .	1	—
4 Sachsen . . . . .	1	—
5 Hannover . . . . .	1	—
6 Würtemberg . . . . .	1	—
7 Baaden . . . . .	1	—
8 Churhessen . . . . .	1	—
9 Großherzogthum Hessen . . . . .	1	—
10 Dänemark wegen Holstein . . . . .	1	—
11 Niederlande wegen des Großherzogthums Luxemburg . . . . .	1	—
12 Die Großherzoglich und Herzoglich Säch- sische Häuser . . . . .	1	—
13 Braunschweig und Nassau . . . . .	1	—
14. Mecklenburg Schwerin und Mecklenburg Strelitz . . . . .	1	—
15. Holstein-Oldenburg, Anhalt und Schwarz- burg . . . . .	1	—

16. Hohenzollern, Lichtenstein, Neuß, Schaumburg Lippe, Lippe und Waldeck . . .	1	Stimme.
17 Die freyen Städte Lübeck, Frankfurth, Bremen und Hamburg . . . . .	1	—   Bl. 8.
Totale		17 Stimmen

## Artikel V.

Oesterreich hat bey der Bundesversammlung den Vorsitz, jedes Bundes-Glied ist befugt Vorschläge zu machen und in Vortrag zu bringen, und der Vorsitzende ist verpflichtet solche in einer zu bestimmenden Zeitfrist der Berathung zu übergeben.

## Artikel VI.

Wo es auf Abfassung und Abänderung von Grundgesetzen des Bundes, auf Beschlüsse, welche die Bundes-Acte selbst betreffen, auf organische Bundes Einrichtungen und auf gemeinnützige Anordnungen sonstiger Art ankommt, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum, wobey jedoch mit Rücksicht auf die Verschiedenheit der Größe der einzelnen Bundesstaaten folgende Berechnung und Vertheilung der Stimmen verabredet ist

1 Oesterreich erhält . . . . .	4	Stimmen.
2 Preußen . . . . .	4	—
3 Sachsen . . . . .	4	—
4 Bayern . . . . .	4	—
5 Hannover . . . . .	4	—
6 Württemberg . . . . .	4	—
7 Baden . . . . .	3	—
8 Churhessen . . . . .	3	—
9 Großherzogthum Hessen . . . . .	3	—
10 Holstein . . . . .	3	—
11 Luxemburg . . . . .	3	—
12 Braunschweig . . . . .	2	—
13 Mecklenburg Schwerin . . . . .	2	—
14 Nassau . . . . .	2	—
15 Sachsen Weimar . . . . .	1	—
16 d <sup>o</sup> Gotha . . . . .	1	—
17 d <sup>o</sup> Coburg . . . . .	1	—
18 d <sup>o</sup> Meinungen . . . . .	1	—
19 d <sup>o</sup> Hildburgshausen . . . . .	1	—
20 Mecklenburg Strelitz . . . . .	1	—

Bl. 9.	21	Holstein Oldenburg . . . . .	1	Stimme.
	22	Anhalt Dessau . . . . .	1	—
	23	do Bernburg . . . . .	1	—
	24	do Köthen . . . . .	1	—
	25	Schwarzburg Sonderhausen . . . . .	1	—
	26	do Rudolstadt . . . . .	1	—
	27	Hohenzollern Hechingen . . . . .	1	—
	28	Lichtenstein . . . . .	1	—
	29	Hohenzollern Sigmaringen . . . . .	1	—
	30	Waldeck . . . . .	1	—
	31	Reuß ältere Linie . . . . .	1	—
	32	do jüngere Linie . . . . .	1	—
	33	Schaumburg Lippe . . . . .	1	—
	34	Lippe . . . . .	1	—
	35	Die freye Stadt Lübeck . . . . .	1	—
	36	" " " Frankfurth . . . . .	1	—
	37	" " " Bremen . . . . .	1	—
	38	" " " Hamburg . . . . .	1	—
			Totale 69 Stimmen	

Ob den mediatisirten vormaligen Reichsständen auch einige Curiatstimmen in Pleno zugestanden werden sollen, wird die Bundes-Versammlung bey der Berathung der organischen Bundes-Gesetze in Erwägung nehmen.

#### Artikel VII.

In wie fern ein Gegenstand nach obiger Bestimmung für das Plenum geeignet sey, wird in der engern Versammlung durch Stimmen-Mehrheit entschieden.

Die der Entscheidung des Pleni zu unterziehenden Beschlüß-Entwürfe werden in der engern Versammlung vorbereitet und bis zur Annahme oder Verwerfung zur Reife gebracht; sowohl in der engern Versammlung, als in Pleno werden die Beschlüsse nach der Mehrheit der Stimmen gefaßt, jedoch in der Art, daß in der erstern die absolute, in letzterer aber nur eine auf  $\frac{2}{3}$  der Abstimmung beruhende Mehrheit entscheidet.

Bey Stimmen Gleichheit in der engern Versammlung stehet dem Vorsitzenden die Entscheidung zu.

Wo es aber auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundes Einrichtungen, auf jura  
| Bl. 10. | singularum oder Religions-Angelegenheiten ankommt, kann weder in der engern Versammlung, noch in Pleno ein Beschlüß durch Stimmenmehrheit gefaßt werden.

Die Bundesversammlung ist beständig, hat aber die Befugniß, wenn die ihrer Berathung unterzogenen Gegenstände erlediget sind, auf eine bestimmte Zeit, jedoch nicht auf länger als vier Monate sich zu vertagen. Alle nähern die Vertagung und die Besorgung der etwa während derselben vorkommenden dringenden Geschäfte betreffenden Bestimmungen werden der Bundesversammlung bey Abfassung der organischen Gesetze vorbehalten.

### Artikel VIII.

Die Abstimmungs-Ordnung der Bundesglieder betreffend, wird festgesetzt, daß so lange die Bundesversammlung mit Abfassung der organischen Gesetze beschäftigt ist, hierüber keinerley Bestimmung gelte, und die zufällig sichfügende Ordnung keinem der Mitglieder zum Nachtheil gereichen, noch eine Regel begründen soll. Nach Abfassung der organischen Gesetze wird die Bundesversammlung die künftige als beständige Folge einzuführende Stimmenordnung in Berathung nehmen und sich darin so wenig als möglich von der ehemals auf dem Reichstage und namentlich in Gemäßheit des Reichsdeputations-schlusses von 1803 beobachteten entfernen. Auch diese Ordnung kann aber auf den Rang der Bundesglieder überhaupt, und ihren Vortritt außer den Verhältnissen der Bundesversammlung keinen Einfluß ausüben.

### Artikel IX.

Die Bundesversammlung hat ihren Sitz zu Frankfurth am Mayn, die Eröffnung derselben ist auf den 1<sup>ten</sup> September 1815 festgesetzt.

### Artikel X.

Das erste Geschäft der Bundesversammlung nach ihrer Eröffnung wird die Abfassung der Grundgesetze | des Bundes | Bl. 11. und dessen organische Einrichtung in Rücksicht auf seine auswärtigen, militärischen und inneren Verhältnisse seyn.

### Artikel XI.

Alle Mitglieder des Bundes versprechen sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen und garantiren sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen.

Bey einmal erklärtem Bundeskrieg darf kein Mitglied einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen.

Die Bundes-Glieder behalten zwar das Recht der Bündnisse aller Art; verpflichten sich jedoch in keine Verbindungen einzugehen, welche gegen die Sicherheit des Bundes oder einzelner Bundesstaaten gerichtet wären.

Die Bundesglieder machen sich ebenfalls verbindlich einander unter keinerley Vorwand zu bekriegen, noch ihre Streitigkeiten mit Gewalt zu verfolgen, sondern sie bey der Bundesversammlung anzubringen. Dieser liegt alsdann ob die Vermittlung durch einen Ausschuß zu versuchen; falls dieser Versuch fehlschlagen sollte, und demnach eine richterliche Entscheidung nothwendig würde, solche durch eine wohlgeordnete Austrägal Instanz zu bewirken, deren Ausspruch die streitenden Theile sich sofort zu unterwerfen haben.

## II.

### Besondere Bestimmungen.

Ausser den in den vorhergehenden Artikeln bestimmten auf die Feststellung des Bundes gerichteten Punkten sind die verbündeten Mitglieder übereingekommen hiemit über folgende Gegenstände die in den nachstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu treffen, welche mit jenen Artikeln gleiche Kraft haben sollen.

#### Artikel XII.

Diejenigen Bundesglieder, deren Besitzungen nicht eine <sup>181. 12.</sup> Volkszahl von 300,000 Seelen erreichen, werden sich mit den ihnen verwandten Häusern oder andern Bundes-Gliedern mit welchen sie wenigstens eine solche Volkszahl ausmachen zu Bildung eines gemeinschaftlichen Obersten-Gerichts vereinigen.

In den Staaten von solcher Volksmenge, wo schon jetzt dergleichen Gerichte dritter Instanz vorhanden sind, werden jedoch diese in ihrer bisherigen Eigenschaft erhalten, wosern nur die Volkszahl, über welche sie sich erstrecken, nicht unter 150,000 Seelen ist.

Den vier freyen Städten steht das Recht zu sich unter einander über die Errichtung eines gemeinsamen obersten Gerichts zu vereinigen.

Bei den solcher gestalt errichteten gemeinschaftlichen obersten Gerichten soll jeder der Partheyen gestattet seyn, auf die Verschickung der Akten auf eine deutsche Fakultät oder an einen Schöppenstuhl zu Abfassung des Endurtheils anzutragen.

## Artikel XIII.

In allen Bundesstaaten wird eine Landständische Verfassung statt finden.

## Artikel XIV.

Um den im Jahr 1806 und seitdem mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsständen und Reichs-Angehörigen in Gemäßheit der gegenwärtigen Verhältnisse in allen Bundesstaaten einen gleichförmig bleibenden Rechts-Zustand zu verschaffen, so vereinigen die Bundesstaaten sich dahin:

- a) Daß diese Fürstlichen und gräflichen Häuser fortan nichts destoweniger zu dem hohen Adel in Deutschland gerechnet werden, und ihnen das Recht der Ebenbürtigkeit, in dem bisher damit verbundenen Begriff verbleibt;
- b) sind die Häupter dieser Häuser die ersten Standesherrn in dem Staate zu dem sie gehören; — Sie und ihre Familien bilden die privilegirteste Klasse in demselben, insbesondere in Ansehung der Besteuerung;
- c) es sollen ihnen überhaupt in Rücksicht ihrer Personen, Familien und Besitzungen alle diejenigen Rechte und Vorzüge zugesichert werden oder bleiben, welche | aus | Bl. 12. ihrem Eigenthum und dessen ungestörten Genusse herühren, und nicht zu der Staatsgewalt und den höhern Regierungrechten gehören. Unter vorerwähnten Rechten sind insbesondere und namentlich begriffen:

1 die unbeschränkte Freiheit ihren Aufenthalt in jedem zu dem Bunde gehörenden, oder mit demselben im Frieden lebenden Staat zu nehmen;

2 werden nach den Grundsätzen der früheren deutschen Verfassung die noch bestehenden Familien Verträge aufrecht erhalten, und ihnen die Befugniß zugesichert über ihre Güter und Familien-Verhältnisse verbindliche Verfügungen zu treffen, welche jedoch dem Souverain vorgelegt und bey den höchsten Landesstellen zur allgemeinen Kenntniß und Nachachtung gebracht werden müssen. Alle bisher dagegen erlassenen Verordnungen sollen für künftige Fälle nicht weiter anwendbar seyn;

3 privilegirter Gerichtsstand und Befreyung von aller Militairpflichtigkeit für sich und ihre Familien;

4 die Ausübung der bürgerlichen und peinlichen Gerechtigkeitspflege in erster, und wo die Besizung groß genug ist in zweyter Instanz, der Forstgerichtbarkeit, Orts-

Polizey und Aufsicht in Kirchen und Schulsachen, auch über milde Stiftungen, jedoch nach Vorschrift der Landesgesetze, welchen sie so, wie der Militärverfassung und der Obergewalt der Regierungen über jene Zuständigkeiten unterworfen bleiben. Bey der näheren Bestimmung der angeführten Befugnisse sowohl, wie überhaupt und in allen übrigen Punkten wird zur weitem Begründung und Feststellung eines in allen deutschen Bundes-Staaten übereinstimmenden Rechtszustandes der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren die in dem Betreff erlassene Königlich Bayerische Verordnung vom Jahr 1807 als Basis und Norm unterlegt werden.

Dem ehemaligen Reichsadel werden die Sub N. 1 und 2 angeführten Rechte, Antheil der Begüterten an Landstandschaft, Patrimonial und Forst-Gerichtsbarkeit, Orts Polizey, Kirchen Patronat und der privilegirte Gerichtsstand zugesichert. **1 Bl. 14.** Diese Rechte werden jedoch nur nach der Vorschrift der Landesgesetze ausgeübt.

In den durch den Frieden von Lunneville vom 9<sup>ten</sup> Februar 1801 von Deutschland abgetretenen und jetzt wieder damit vereinigten Provinzen werden bey Anwendung der obigen Grundsätze auf den ehemaligen unmittelbaren Reichsadel diejenigen Beschränkungen stattfinden, welche die dort bestehenden besondern Verhältnisse nothwendig machen.

### Artikel XV.

Die Fortdauer der auf die Rhein-Schiffahrts-Octroi angewiesenen directen und subsidiarischen Renten, die durch den Reichsdeputations-schluß vom 25<sup>ten</sup> Februar 1803 getroffenen Verfügungen, in Betreff des Schuldenwesens und festgesetzte Pensionen an Geist- und weltliche Individuen, werden von dem Bunde garantirt.

Die Mitglieder der ehemaligen Dohm und freyen Reichsstifter haben die Befugniß ihre durch den erwähnten Reichsdeputations-schluß festgesetzten Pensionen ohne Abzug in jedem mit dem deutschen Bunde im Frieden stehenden Staate verzehren zu dürfen.

Die Mitglieder des deutschen Ordens werden ebenfalls nach den in dem Reichsdeputations Haupt-schluß von 1803 für die Dohmstifter festgesetzten Grundsätzen Pensionen erhalten, in so fern sie ihnen noch nicht hinreichend bewilligt worden, und diejenigen Fürsten, welche eingezogene Besitzungen des deutschen Ordens erhalten haben, werden diese Pensionen

nach Verhältniß ihres Antheils an den ehemaligen Besizungen bezahlen.

Die Berathung über die Regulirung der Sustentations-Kassa und der Pensionen für die überrheinischen Bischöfe und Geistliche, welche Pensionen auf die Besizer des linken Rhein-Ufers übertragen werden, ist der Bundes-Versammlung vorbehalten. Diese Regulirung ist binnen Jahresfrist zu beenden, bis dahin wird die Bezahlung der erwähnten Pensionen auf die bisherige Art fortgesetzt.

### | Artikel XVI.

| BL 15.

Die Verschiedenheit der christlichen Religions-Partheyen kann in den Ländern und Gebiethen des deutschen Bundes keinen Unterschied in dem Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte begründen.

Die Bundesversammlung wird in Berathung ziehen, wie auf eine möglichst übereinstimmende Weise die bürgerliche Verbesserung der Belenner des jüdischen Glaubens in Deutschland zu bewirken sey, und wie insonderheit denselben der Genuß der bürgerlichen Rechte gegen die Uebernahme aller Bürgerpflichten in den Bundesstaaten verschafft und gesichert werden könne; jedoch werden den Belennern dieses Glaubens bis dahin die denselben von den einzelnen Bundesstaaten bereits eingeräumten Rechte erhalten.

### Artikel XVII.

Das Fürstliche Haus Thurn und Taxis bleibt in dem durch den Reichsdeputations-schluß vom 25. Februar 1803 oder spätere Verträge bestätigten Besiz und Genuß der Posten in den verschiedenen Bundes-Staaten, so lange als nicht etwa durch freye Uebereinkunft anderweitige Verträge abgeschlossen werden sollten.

In jedem Falle werden demselben, in Folge des Artikels 13 des erwähnten Reichsdeputations-hauptschlusses, seine auf Belassung der Posten, oder auf eine angemessene Entschädigung gegründeten Rechte und Ansprüche versichert. Dieses soll auch da Statt finden, wo die Aufhebung der Posten seit 1803 gegen den Inhalt des Reichsdeputations-hauptschlusses bereits geschehen wäre, in sofern diese Entschädigung durch Verträge nicht schon definitiv festgesetzt ist.

## Artikel XVIII.

Die verbündeten Fürsten und freien Städte kommen überein den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten folgende Rechte zuzusichern:

1 St. 18.

- a) Grundeigenthum aufferhalb des Staates, den sie bewohnen, zu erwerben und zu besitzen, ohne deshalb in dem fremden Staate mehreren Abgaben und Lasten unterworfen zu seyn, als dessen eigene Unterthanen.
- b) Die Befugniß
- 1<sup>ten</sup> des freien Wegziehens aus einem deutschen Bundesstaat in den andern, der erweißlich sie zu Unterthanen annehmen will, auch
  - 2<sup>ten</sup> in Civil und Militärdienste desselben zu treten, beydes jedoch nur in so fern keine Verbindlichkeit zu Militärdiensten gegen das bisherige Vaterland im Wege stehe; und damit wegen der dormalen vorwaltenden Verschiedenheit der gesetzlichen Vorschriften über Militärpflichtigkeit hierunter nicht ein ungleichartiges für einzelne Bundes Staaten nachtheiliges Verhältniß entstehen möge, so wird bey der Bundesversammlung die Einführung möglichst gleichförmiger Grundsätze über diesen Gegenstand in Berathung genommen werden.
- c) Die Freyheit von aller Nachsteuer (jus detractus, gabella emigrationis) in sofern das Vermögen in einen andern deutschen Bundesstaat übergeht und mit diesem nicht besondere Verhältnisse durch Freyzügigkeits Verträge bestehen.
- d) Die Bundesversammlung wird sich bey ihrer ersten Zusammenkunft mit Abfassung gleichförmiger Verfügungen über die Pressfreyheit und die Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Nachdruck beschäftigen.

## Artikel XIX.

Die Bundesglieder behalten sich vor bey der ersten Zusammenkunft der Bundesversammlung in Frankfurth wegen des Handels und Verkehrs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten, so wie wegen der Schifffahrt nach Anleitung der auf dem Kongreß zu Wien angenommenen Grundsätze in Berathung zu treten.

## Artikel XX.

Der gegenwärtige Vertrag wird von allen Kontrahirenden Theilen ratifizirt werden und die Ratifikationen sollen binnen der Zeit von sechs Wochen, oder wolmöglich noch früher nach Wien an die Kaiserlich Oesterreichische Hof und Staatskanzley eingesandt und bey Eröffnung des Bundes in das Archiv desselben niedergelegt werden. Bl. 17.

Zur Urkunde dessen haben sämtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt. So geschehen Wien den achten Juny im Jahr eintausend achthundert und fünfzehn.

Fürst v. Metternich.

Freiherr v. Wessenberg.

Carl Fürst v. Hardenberg.

Wilhelm Freiherr von Humboldt.

Christian Graf von Bernstorff.

Joachim Graf von Bernstorff.

Alois Graf von Rechberg und Rothenlöwen.

Hanns August Fürchtegott von Globig.

H. Freiherr v. Gagern.

E. Graf von Münster.

Bl. 18. | E. Graf von Hardenberg.

Graf von Keller zugleich für Braunschweig.

Georg Ferdinand Frhr. v. Lepel.

Johann Freyhr. von Türkheim.

Frhr. v. Minckwitz, substituirt für Herrn v. Gersdorf,

Großherzogl. Sachsen Weimariſchen Bevollmächtigten,

und Herzoglich Sachsen Gothaischer und Sachsen-Meiningischer Bevollmächtigter.

C. L. Frhr. v. Baumbach.

Frhr. Fischler von Treuberg.

Frhr. v. Maltzahn.

Leopold Freihr. v. Plessen.

Freih. v. Derzen.

v. Wolfframsdorff.

Freihr. v. Franck.

Franz Alois Edler Herr von Kirchbaur.

F. Marschall von Bieberstein.

D. Georg v. Wiese, Fürstl.

Riechtensteinischer und Neufischer Bevollmächtigter.

v. Weise.

Frhr. v. Retelshodt.

v. Berg, Fürstl. Waldeckischer und Schaumburg Lippeſcher

Bevollmächtigter.

Helwing.

J. F. Hach.

Danz.

Smidt.

Gries.

Dem Original ist folgende von allen Unterzeichnern der Bundes-Akte neu unterzeichnete Urkunde beigelegt:

Die Endesgefertigten Bevollmächtigten der deutschen Höfe, welche die Bundes-Urkunde vom 8<sup>ten</sup> dieß unterzeichnet haben,

erklären: daß sie für die von den Königlich-Württembergischen Bevollmächtigten gemachte Erklärung des Beitritts Seiner Königlichen Majestät zu dem deutschen Bunde nach ihrem ganzen Inhalte annehmen, daß demnach dieser Beitritt eben so angesehen werden soll, als ob die Königlich-Württembergischen Bevollmächtigten den Akt vom 8<sup>ten</sup> selbst mit unterzeichnet hätten.

Die Gegenerklärung und Annahme sind eben so zu betrachten, als ob sie von Wort zu Wort in der Bundes-Acte enthalten wären.

Wien den 10<sup>ten</sup> Juni 1815.

---

| III.

| DL 1.

## Schluss-Akte

der über Ausbildung und Befestigung  
des deutschen Bundes zu Wien gehaltenen  
Ministerial-Conferenzen.

## Vorbemerkung.

Das Original der Schluß-Akte führt den amtlichen Namen, den die vorige Seite wiedergiebt. Der blaue Karton mit weißem Schilde, in dem es sich befindet, trägt keine Archiv-Nummer.

Das Original, in roten Sammt gebunden, mit goldenen Schnüren versehen, hat Folio-Format und besteht aus sechszehn nicht numerirten und nicht paginirten Blättern. Es ist nicht so schön wie die Bundes-Akte, viel enger wie diese, aber deutlich geschrieben. Auch bei der Schluß-Akte ist in Orthographie und Interpunction nichts gebessert oder geändert. S. oben S. 18.

---

## Die souverainen Fürsten und freien Städte | 21 2

Deutschlands, eingedenk ihrer bey Stiftung des deutschen Bundes übernommenen Verpflichtung, den Bestimmungen der Bundes-Acte durch ergänzende und erläuternde Grundgesetze eine zweckgemäße Entwicklung, und hiemit dem Bundes-Verein selbst die erforderliche Vollenbung zu sichern, überzeugt, daß sie, um das Band, welches das gesammte Deutschland in Friede und Eintracht verbindet, unauflöslich zu befestigen, nicht länger anstehen durften, jener Verpflichtung und einem allgemein gefühlten Bedürfnisse durch gemeinschaftliche Berathungen Genüge zu leisten, haben zu diesem Ende nachstehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

1. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen 2c. 2c. 2c.

den Herrn Clemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich-Winneburg, Fürsten zu Ochsenhausen, Herzog von Portella, Ritter des goldenen Vlieses; Großkreuz des Königlich ungarischen St. Stephans-Ordens, des goldenen Civil-Ehrenkreuzes und des Ordens des heiligen Johannis von Jerusalem; Ritter der Russisch-Kaiserlichen Orden des heil. Andreas, des heil. Alexander Newsky und der heil. Anna erster Classe, des Königlich Sardinischen Ordens der Annunciade, des Königlich-Dänischen Elephanten-Ordens, des Königlich Preussischen schwarzen Adlers und rothen Adlers und des Königlich Schwedischen Seraphinen Ordens; Großkreuz des Königlich Spanischen Ordens von Karl III., des Königlich Portugiesischen Christus Ordens und des Königlich Französischen Ordens der Ehrenlegion; Ritter des Königlich Sizilianischen St. Januarius und Großkreuz des Königlich Sizilianischen St. Ferdinand und Verdienst-Ordens; Ritter des Königlich Baierschen St. Hubert Ordens; Großkreuz des Großherzoglich Toscanischen St. Joseph Ordens; Ritter des Königlich Württem-

bergischen goldnen Adlers, und des Königlich-Sächsischen Ordens der Krone, Großkreuz des Königlich Niederländischen Löwen, des Königlich Hannöverschen Guelphen, und des Kurfürstlich Hessischen Löwen-Ordens und des Großherzoglich Hessischen Hausordens; Ritter des Großherzoglich Badischen Ordens der Treue, und Großkreuz des Konstantinischen St. Georg Ordens von Parma; Kanzler des militairischen Marien Theresien Ordens, Kurator der k. k. Akademie der bildenden Künste und Konservator der Universität zu Krakau; Kammerer, wirklichen geheimen Rath, Staats- und Konferenz-, dann dirigirenden Minister der auswärtigen Angelegenheiten zc.

2. Seine Majestät der König von Preußen zc.

den Herrn Grafen Christian Günther von Bernstorff, Ihren wirklichen geheimen Staats- und Cabinets-Minister, wie auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des schwarzen und rothen Adler-Ordens, des St. Andreas und des Elephanten Ordens, Großkreuz des St. Stephans Ordens, der Ehrenlegion, des Dannebrog Ordens, des Großherzoglich Badischen Ordens der Treue, des Bähringer Löwen und des Hessischen Löwen-Ordens zc. zc.

den Herrn Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Krusemark, Ihren General-Lieutenant, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bey Sr. Kaiserlich-Königlich Apostolischen Majestät, Ritter des rothen Adler Ordens erster Klasse, des Verdienst-Ordens und des eisernen Kreuzes, Großkreuz des Schwedischen Militair-Schwert-Ordens, zc. und

den Herrn Johann Emanuel von Küster, Ihren geheimen Staatsrath, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem König von Württemberg und Sr. Königlichen Hoheit dem Großherzog von Baden, Ritter des rothen Adler Ordens zweiter Classe und des eisernen Kreuzes.

3. Seine Majestät der König von Baiern zc. zc.

den Herrn Freiherrn Friedrich von Zentner, Ihren wirklichen Staatsrath und General-Director im Staats-Ministerium des Innern, Reichsrath, Großkreuz des Civil Verdienst-Ordens der Baierschen Krone zc. und den Herrn Freiherrn Johann Gottlieb Eduard von Stainlein, Ihren geheimen Rath und bevollmächtigten Minister am Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Hofe, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Baierschen Krone, Commandeur des R. R. Oesterreichischen St. Leopold

Ordens und Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens III Classe.

4. Seine Majestät der König von Sachsen 2c. 2c.

den Herrn Detlev Grafen von Einsiedel, Ihren Cabinets-Minister, Staats Secretair der innern Angelegenheiten, Kammerherrn und Domdechant zu Wurzen. Ritter des Königlich-Sächsischen Haus Ordens der Krone; des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, des Königlich ungarischen St. Stephans, des Königlich Spanischen Ordens Carl des III und des Großherzoglich Weimarischen Falken-Ordens, Großkreuz;

den Herrn Friedrich Albrecht Grafen von der Schulenburg-Closterroda, Ihren wirklichen Geheimen Rath, Kammerherrn und Bevollmächtigten Minister am Kaiserlich Oesterreichischen Hofe, Ritter des Königlich Sächsischen Haus Ordens der Krone, des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst Ordens, des K. K. Oesterreichischen Leopold, und des Königlich-Preussischen rothen Adler Ordens Großkreuz. Ritter des St. Johanniter Maltheser Ordens, und

den Herrn Hanns August Fürchtegott von Globig, Ihren Geheimen Rath und Kammerherrn, Großkreuz des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst- und des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens.

5. Seine Majestät der König von Großbritannien und Hannover 2c. 2c.

den Herrn Ernst Friedrich Norbert Grafen von Münster, Erblandmarschall des Königreichs Hannover, Großkreuz des Königlich Hannöverschen Guelfen-Ordens und des Königlich ungarischen St. Stephans-Ordens, Ihren Staats- und Cabinets-Minister; und

den Herrn Ernst Christian Georg August Grafen von Hardenberg, Großkreuz des Königlich Hannöverschen Guelfen Ordens, des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens, Ritter des Johanniter Ordens; Ihren Staats und Cabinets Minister, außerordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Abgesandten an dem Hofe Sr. Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät.

6. Seine Majestät der König von Württemberg 2c.

den Herrn Ulrich Lebrecht Grafen von Mandelsloh, Ihren Staats-Minister und außerordentlich bevollmächtigten Minister

am Kaiserlich Oesterreichischen Hofe; Großkreuz des Königlich Württembergischen Krone, Ritter des Königlich Bayerschen St. Hubertus-Ordens zc.

7. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Baden zc.

den Herrn Reinhard Freiherrn von Berstett, Ihren wirklichen Geheimen Rath, Staats Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Großkreuz des Großherzoglichen Haus-Ordens der Treue und des Zähringer Löwen, wie auch des Kaiserlich Russischen Alexander Newsky und des Großherzoglich Sachsen-Weimarschen Ordens vom weißen Falken und

den Herrn Friedrich Karl Freiherrn von Tettenborn, Commandeur des Großherzoglich Badischen Militair-Ordens, Ritter des Militair-Theresien und des Oesterreichisch Kaiserlichen Leopold-Ordens, Ritter des | Russisch-Kaiserlichen Ordens der heil. Anna erster Classe, des heil. Wladimir zweiter, des heil. Georgs dritter Classe und des goldnen Ehrensäbels mit Brillanten, Offizier der Königlich Französischen Ehrenlegion, Commandeur des Königlich Preussischen rothen Adlers und des Königlich Schwedischen Schwert Ordens, Großkreuz des Großherzoglich Hessischen Haus-Ordens und des Chur-Hessischen Löwen Ordens, Ritter des Königlich Bairischen Militair-Ordens, Großherzoglicher General-Lieutenant und General-Adjutant der Kavallerie, außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Hofe. —

8. Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen,

den Herrn Freiherrn von Münchhausen, Ihren Geheimen Rath und Kammerherrn, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am K. K. Oesterreichischen Hofe, Commandeur 2<sup>ter</sup> Classe des Kurhessischen Hausordens vom goldnen Löwen. —

9. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen,

den Herrn Carl du Bos Freiherrn du Thil, Ihren wirklichen Geheimen Rath, Commandeur Großkreuz des Großherzoglichen Haus-Ordens und Commandeur 1<sup>ter</sup> Classe des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen.

10. Seine Majestät der König von Dänemark, Herzog von Holstein und Lauenburg

den Herrn Joachim Friedrich Grafen von Bernstorff, Ihren Geheimen Conferenz-Rath, außerordentlichen Abgesandten

und bevollmächtigten Minister am Kaiserlich Oesterreichischen Hofe; Großkreuz des Dannebrog-Ordens.

11. Seine Majestät der König der Niederlande, Herzog von Luxemburg

den Herrn Anton Reinhard von Falok, Commandeur des Niederländischen Löwen Ordens, Minister für den öffentlichen Unterricht, die National-Industrie und die Colonien.

12. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar und Ihre Durchlauchten die Herzoge von Sachsen-Gotha, Sachsen-Roburg, Sachsen-Meinungen und Sachsen-Hildburgshausen

den Herrn Karl Wilhelm Freiherrn von Fritsch, Großherzoglich Sachsen Weimar-Eisenachischer wirklicher Geheimer Rath und Staats-Minister, Großkreuz des Großherzoglichen Haus-Ordens vom weißen Falken. —

13. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig Wolfenbüttel

den Herrn Grafen von Münster 2c. 2c. und den Herrn Grafen von Hardenberg 2c. 2c.

Seine Durchlaucht der Herzog von Nassau

den Herrn Freiherrn Ernst Franz Ludwig Marschall von Bieberstein, Ihren dirigirenden Staatsminister, des Preussischen rothen Adler-Ordens, und des Großherzoglich Badischen der Treue Großkreuz.

14. Ihre Königlichen Hoheiten die Großherzoge von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz,

den Herrn Leopold Hartwig Freiherrn von Plessen, Großherzoglich Mecklenburg-Schwerin'schen Staats- und Cabinets Minister, Großkreuz des Königlich-Daenischen Dannebrog-Ordens.

15. Ihre Durchlauchten die Herzoge von Holstein-Oldenburg, von Anhalt-Röthen, Anhalt-Deßau, und Anhalt-Bernburg; die Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen und Rudolstadt

den Herrn Günther Heinrich von Berg, Präsident des Ober-Appellations-Gerichts zu Oldenburg, Herzoglich Holstein-Oldenburgischer, Herzoglich-Anhaltischer- und Fürstlich Schwarzburgischer Bundestags-Gesandter, Commandeur des Guelfen-Ordens.

16. Ihre Durchlauchten die Fürsten von Hohenzollern | Bl. 8.  
Hechingen und Hohenzollern Sigmaringen, Liechtenstein, Neuf

ältere und jüngere Linie, Schaumburg Lippe, Lippe und Waldeck,

den Herrn Freiherrn von Marschall 2c. 2c.

17. Die freien Städte: Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg

den Herrn Johann Friedrich Sach, J. U. D. Senator zu Lübeck und Gesandter.

welche zu Wien, nach geschehner Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten, in Cabinets-Conferenzen zusammengesetzt, und, nach sorgfältiger Erwägung und Ausgleichung der wechselseitigen Ansichten, Wünsche und Vorschläge ihrer Regierungen, zu einer definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

#### Artikel I.

Der deutsche Bund ist ein völkerrechtlicher Verein der deutschen souverainen Fürsten und freien Städte zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit ihrer im Bunde begriffenen Staaten und zur Erhaltung der innern und äußern Sicherheit Deutschlands.

#### Artikel II.

Dieser Verein besteht in seinem Innern als eine Gemeinschaft selbstständiger unter sich unabhängiger Staaten, mit wechselseitigen gleichen Vertrags-Rechten und Vertrags-Ob-liegenheiten, in seinen äußern Verhältnissen aber als eine in politischer Einheit verbundene Gesamt-Macht.

#### Artikel III.

Der Umfang und die Schranken, welche der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundes-Acte bestimmt, die der Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt und begrenzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

#### Artikel IV.

Der Gesammtheit der Bundes-Glieder steht die Befugniß der Entwicklung und Ausbildung der Bundes-Acte zu, in so fern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche nothwendig macht. Die deßhalb zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundes-Acte nicht im Widerspruch stehen, noch von dem Grund-Charakter des Bundes abweichen.

## Artikel V.

Der Bund ist als ein unauflöslicher Verein gegründet, und es kann daher der Austritt aus diesem Verein keinem Mitgliede desselben frey stehen.

## Artikel VI.

Der Bund ist nach seiner ursprünglichen Bestimmung auf die gegenwärtig daran Theil nehmenden Staaten beschränkt. — Die Aufnahme eines neuen Mitgliedes kann nur Statt haben, wenn die Gesamtheit der Bundes-Glieder solche mit den bestehenden Verhältnissen vereinbar und dem Vortheil des Ganzen angemessen findet. — Veränderungen in dem gegenwärtigen Besizstande der Bundes-Glieder können keine Veränderungen in den Rechten und Verpflichtungen derselben in Bezug auf den Bund, ohne ausdrückliche Zustimmung der Gesamtheit, bewirken. — Eine freiwillige Abtretung auf einem Bundes-Gebiete hastender Souverainitäts-Rechte kann ohne solche Zustimmung nur zu Gunsten eines Mitverbündeten geschehen.

## Artikel VII.

| Bl. 6.

Die Bundes-Versammlung, aus den Bevollmächtigten sämtlicher Bundes-Glieder gebildet, stellt den Bund in seiner Gesamtheit vor, und ist das beständige verfassungsmäßige Organ seines Willens und Handelns.

## Artikel VIII.

Die einzelnen Bevollmächtigten am Bundestage sind von ihren Committenten unbedingt abhängig, und diesen allein wegen getreuer Befolgung der ihnen ertheilten Instructionen, so wie wegen ihrer Geschäftsführung überhaupt verantwortlich.

## Artikel IX.

Die Bundes-Versammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirksamkeit ist zunächst durch die Vorschriften der Bundes-Acte, und durch die in Gemäßheit derselben beschlossenen oder ferner zu beschliessenden Grundgesetze, wo aber diese nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke bestimmt.

## Artikel X.

Der Gesamtwille des Bundes wird durch verfassungsmäßige Beschlüsse der Bundes-Versammlung ausgesprochen;

verfassungsmäßig aber sind diejenigen Beschlüsse, die innerhalb der Grenzen der Competenz der Bundes-Versammlung, nach vorgängiger Berathung, durch freie Abstimmung entweder im engern Rathe oder im Plenum gefasst werden, je nachdem das Eine oder das Andere durch die grundgesetzlichen Bestimmungen vorgeschrieben ist.

#### Artikel XI.

In der Regel faßt die Bundes-Versammlung die zur Beforgung der gemeinsamen Angelegenheiten des Bundes erforderlichen Beschlüsse im engern Rathe nach absoluter Stimmenmehrheit. Diese Form der Schlußfassung findet in allen Fällen Statt, wo bereits feststehende allgemeine Grundsätze in Anwendung, oder beschlossene Gesetze und Einrichtungen zur Ausführung zu bringen sind, überhaupt aber bey allen Berathungs-Gegenständen, welche die Bundes-Acte oder spätere Beschlüsse nicht bestimmt davon ausgenommen haben.

#### Artikel XII.

Nur in den in der Bundes-Acte ausdrücklich bezeichneten Fällen, und, wo es auf eine Kriegs-Erklärung oder Friedens-Schluß-Bestätigung von Seiten des Bundes ankommt, wie auch, wenn über die Aufnahme eines neuen Mitgliedes in den Bund entschieden werden soll, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum. Ist in einzelnen Fällen die Frage, ob ein Gegenstand vor das Plenum gehört, zweifelhaft, so steht die Entscheidung derselben dem engern Rathe zu. Im Plenum findet keine Erörterung noch Berathung Statt, sondern es wird nur darüber abgestimmt, ob ein im engern Rathe vorbereiteter Beschluß angenommen oder verworfen werden soll. — Ein gültiger Beschluß im Plenum setzt eine Mehrheit von zwey Drittheilen der Stimmen voraus.

#### Artikel XIII.

Ueber folgende Gegenstände:

1. Annahme neuer Grundgesetze, oder Abänderung der bestehenden;
2. Organische Einrichtungen, das heißt, bleibende Anstalten, als Mittel zur Erfüllung der ausgesprochenen Bundeszwecke;
3. Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund;
4. Religions-Angelegenheiten;

findet kein Beschluß durch Stimmenmehrheit Statt; jedoch kann eine definitive Abstimmung über Gegenstände dieser Art nur nach genauer Prüfung und Erlörterung der den Wider- | 81. 7.  
spruch einzelner Bundes-Glieder bestimmenden Gründe, deren Darlegung in keinem Falle verweigert werden darf, erfolgen.

#### Artikel XIV.

Was insbesondere die organischen Einrichtungen betrifft, so muß nicht nur über die Vorfrage, ob solche unter den obwaltenden Umständen nothwendig sind, sondern auch über Entwurf und Anlage derselben in ihren allgemeinen Umrissen und wesentlichen Bestimmungen, im Plenum, und durch Stimmen-Einhelligkeit entschieden werden. Wenn die Entscheidung zu Gunsten der vorgeschlagenen Einrichtung ausgefallen ist, so bleiben die sämtlichen weiteren Verhandlungen über die Ausführung im Einzelnen der engern Versammlung überlassen, welche alle dabey noch vorkommenden Fragen durch Stimmenmehrheit entscheidet, auch nach Befinden der Umstände eine Commission aus ihrer Mitte anordnet, um die verschiednen Meinungen und Anträge mit möglichster Schonung und Berücksichtigung der Verhältnisse und Wünsche der Einzelnen auszugleichen.

#### Artikel XV.

In Fällen, wo die Bundes-Glieder nicht in ihrer vertragsmäßigen Einheit, sondern als einzelne, selbstständige und unabhängige Staaten erscheinen, folglich *jura singulorum* obwalten, oder wo einzelnen Bundesgliedern eine besondere, nicht in den gemeinsamen Verpflichtungen Aller begriffene Leistung oder Verwilligung für den Bund zugemuthet werden sollte, kann ohne freie Zustimmung sämtlicher Betheiligten kein dieselben verbindender Beschluß gefaßt werden.

#### Artikel XVI.

Wenn die Besitzungen eines souverainen deutschen Hauses durch Erbfolge auf ein anderes übergehen, so hängt es von der Gesamtheit des Bundes ab, ob und in wie fern die auf jenen Besitzungen haftenden Stimmen im Plenum, da im engern Rathe kein Bundes-Glied mehr als eine Stimme führen kann, dem neuen Besitzer beigelegt werden sollen.

#### Artikel XVII.

Die Bundesversammlung ist berufen, zur Aufrechthaltung des wahren Sinnes der Bundes-Acte, die darin enthaltenen

Bestimmungen, wenn über deren Auslegung Zweifel entstehen sollten, dem Bundeszweck gemäß zu erklären, und in allen vorkommenden Fällen den Vorschriften dieser Urkunde ihre richtige Anwendung zu sichern.

#### Artikel XVIII.

Da Eintracht und Friede unter den Bundes-Gliedern ungestört aufrecht erhalten werden soll, so hat die Bundes-Versammlung, wenn die innere Ruhe und Sicherheit des Bundes auf irgend eine Weise bedroht oder gestört ist, über Erhaltung oder Wiederherstellung derselben Rath zu pflegen, und die dazu geeigneten Beschlüsse nach Anleitung der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu fassen.

#### Artikel XIX.

Wenn zwischen Bundes-Gliedern Thätlichkeiten zu besorgen, oder wirklich ausgeübt worden sind, so ist die Bundes-Versammlung berufen, vorläufige Maßregeln zu ergreifen, wodurch jeder Selbsthülfe vorgebeugt, und der bereits unternommenen Einhalt gethan werde. Zu dem Ende hat sie vor allem für Aufrechthaltung des Besitzstandes Sorge zu tragen.

#### Artikel XX.

Wenn die Bundes-Versammlung von einem Bundes-  
 181. 8. Gliede zum Schutze des Besitzstandes angerufen wird, und der jüngste Besitzstand streitig ist, so soll sie für diesen besondern Fall befugt seyn, ein bey der Sache nicht betheiligtes Bundes-Glied in der Nähe des zu schützenden Gebietes aufzufordern, die Thatsache des jüngsten Besitzes, und die angezeigte Störung desselben ohne Zeitverlust durch seinen obersten Gerichtshof summarisch untersuchen, und darüber einen rechtlichen Bescheid abfassen zu lassen, dessen Vollziehung die Bundes-Versammlung, wenn der Bundesstaat, gegen welchen er gerichtet ist, sich nicht auf vorgängige Aufforderung freiwillig dazu versteht, durch die ihr zu diesem Ende angewiesenen Mittel zu bewirken hat.

#### Artikel XXI.

Die Bundes-Versammlung hat in allen, nach Vorschrift der Bundes-Acte bey ihr anzubringenden Streitigkeiten der Bundes-Glieder die Vermittlung durch einen Ausschuß zu versuchen. Können die entstandnen Streitigkeiten auf diesem Wege nicht beigelegt werden, so hat sie die Entscheidung derselben durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen, und dabey, so lange

nicht wegen der Austrägal-Gerichte überhaupt eine anderweitige Uebereinkunft zwischen den Bundes-Gliedern Statt gefunden hat, die in dem Bundes-Tags-Beschlusse vom sechszehnten Juny achtzehn-hundert und siebenzehn enthaltenen Vorschriften, so wie den, in Folge gleichzeitig an die Bundes-Tags-Gesandten Ergehender Instructionen, zu fassenden besondern Beschlusß zu beobachten.

#### Artikel XXII.

Wenn nach Anleitung des obgedachten Bundes-Tags-Beschlusses der oberste Gerichtshof eines Bundes-Staats zur Austrägal-Instanz gewählt ist, so steht demselben die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Neben-Punkten uneingeschränkt, und ohne alle weitere Einwirkung der Bundes-Versammlung oder der Landesregierung zu. Letztere wird jedoch, auf Antrag der Bundes-Versammlung, oder der streitenden Theile im Fall einer Bögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen erlassen.

#### Artikel XXIII.

Wo keine besondre Entscheidungs-Normen vorhanden sind, hat das Austrägal-Gericht nach den in Rechts-Streitigkeiten derselben Art vormalß von den Reichs-Gerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, in so fern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundes-Glieder noch anwendbar sind, zu erkennen.

#### Artikel XXIV.

Es steht übrigens den Bundes-Gliedern frey, sowohl bey einzelnen vorkommenden Streitigkeiten, als für alle künftige Fälle, wegen besonderer Austräge oder Compromisse übereinkommen, wie denn auch frühere Familien- oder Vertrags-Austräge durch Errichtung der Bundes-Austrägal-Instanz nicht aufgehoben, noch abgeändert werden.

#### Artikel XXV.

Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten steht den Regierungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch, in Rücksicht auf die innere Sicherheit des gesammten Bundes, und in Folge der Verpflichtung der Bundes-Glieder zu gegenseitiger Hülfleistung, die Mitwirkung der Gesammtheit zur Erhaltung oder Wiederherstellung der Ruhe, im Fall einer Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen

die Regierung, eines offenen Auftritts, oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesstaaten, Statt finden.

#### Artikel XXVI.

Wenn in einem Bundesstaate durch Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Obrigkeit die innere Ruhe unmittelbar gefährdet, und eine Verbreitung aufrührerischer Bewegungen zu fürchten, oder ein wirklicher Aufbruch zum Ausbruch gekommen ist, und die Regierung selbst, nach Erschöpfung der verfassungsmäßigen und gesetzlichen Mittel, den Beistand des Bundes anruft, so liegt der Bundes-Versammlung ob, die schleunigste Hülfe zur Wiederherstellung der Ordnung zu veranlassen. Sollte im letztgedachten Falle die Regierung notorisch ausser Stande seyn den Aufbruch durch eigene Kräfte zu unterdrücken, zugleich aber durch die Umstände gehindert werden, die Hülfe des Bundes zu begehren, so ist die Bundes-Versammlung nichts desto weniger verpflichtet auch unaufgerufen zur Wiederherstellung der Ordnung und Sicherheit einzuschreiten. In jedem Falle aber dürfen die verfügten Maßregeln von keiner längern Dauer seyn, als die Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, es nothwendig erachtet.

#### Artikel XXVII.

Die Regierung, welcher eine solche Hülfe zu Theil geworden, ist gehalten, die Bundes-Versammlung von der Veranlassung der eingetretenen Unruhen in Kenntniß zu setzen, und von den zur Befestigung der wiederhergestellten gesetzlichen Ordnung getroffenen Maßregeln eine beruhigende Anzeige an dieselbe gelangen zu lassen.

#### Artikel XXVIII.

Wenn die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung in mehreren Bundesstaaten durch gefährliche Verbindungen und Anschläge bedroht sind, und dagegen nur durch Zusammenwirken der Gesammtheit zureichende Maßregeln ergriffen werden können, so ist die Bundes-Versammlung befugt und berufen, nach vorgängiger Rücksprache mit den zunächst bedrohten Regierungen, solche Maßregeln zu berathen und zu beschließen.

#### Artikel XXIX.

Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justiz-Verweigerung eintritt, und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann, so liegt der Bundes-Ver-

sammlung ob, erwiesne, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen, und darauf die gerichtliche Hülfe bey der B: Regierung, die zu der Beschwerde Anlaß gegeben hat, zu bewirken.

### Artikel XXX.

Wenn Forderungen von Privat-Personen beßhalb nicht befriedigt werden können, weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Bundes-Gliedern zweifelhaft oder bestritten ist, so hat die Bundes-Versammlung, auf Anrufen der Betheiligten, zuvörderst eine Ausgleichung auf gütlichem Wege zu versuchen, im Fall aber, daß dieser Versuch ohne Erfolg bliebe, und die in Anspruch genommenen Bundes-Glieder sich nicht in einer zu bestimmenden Frist über ein Compromiß vereinigten, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen.

### Artikel XXXI.

Die Bundes-Versammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung der Bundes-Acte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der in Gemäßheit ihrer Competenz von ihr gefaßten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten compromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besonderen Garantien, zu sorgen, auch zu diesem Ende, nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmäßigen Mittel, die erforderlichen Executions-Maßregeln, mit genauer Beobachtung der in einer besonderen Executions-Ordnung dieserhalb festgesetzten Bestimmungen und Normen, in Anwendung zu bringen.

### | Artikel XXXII.

| Bl. 10.

Da jede Bundes-Regierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundes-Beschlüsse zu halten, der Bundes-Versammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der Bundesstaaten nicht zusteht, so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst ein Executions-Verfahren Statt finden. — Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundes-Regierung, in Ermangelung eigener zureichenden Mittel, selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder, wenn die Bundes-Versammlung unter den im

sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Umständen, zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten verpflichtet ist. Im ersten Fall muß jedoch immer in Uebereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, verfahren, und im zweiten Fall ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

### Artikel XXXIII.

Die Executions-Maßregeln werden im Rahmen der Gesamtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundes-Versammlung ertheilt zu dem Ende, mit Berücksichtigung aller Local-Umstände und sonstigen Verhältnisse, einer oder mehreren bey der Sache nicht betheiligten Regierungen, den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Maßregeln, und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabey zu verwendenden Mannschaft, als die nach dem jedesmaligen Zweck des Executions-Verfahrens zu bemessende Dauer desselben.

### Artikel XXXIV.

Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist, und welche solchen als eine Bundes-Pflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Civil-Commissair, der, in Gemäßheit einer, nach den Bestimmungen der Bundes-Versammlung, von der beauftragten Regierung zu ertheilenden besondern Instruction, das Executions-Verfahren unmittelbar leitet. Wenn der Auftrag an mehrere Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundes-Versammlung, welche derselben den Civil-Commissair zu ernennen hat. — Die beauftragte Regierung wird, während der Dauer des Executions-Verfahrens, die Bundes-Versammlung von dem Erfolge desselben in Kenntniß erhalten, und sie, sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

### Artikel XXXV.

Der Bund hat als Gesamt-Macht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse, und andere Verträge zu beschließen. Nach dem im zweiten Artikel der Bundes-Acte ausgesprochenen Zwecke des Bundes übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstvertheidigung, zur Erhaltung der Selbstständigkeit und äußern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundes-Staaten aus.

## Artikel XXXVI.

Da in dem eilften Artikel der Bundes-Acte alle Mitglieder des Bundes sich verbindlich gemacht haben, sowohl ganz Deutschland als jeden einzelnen Bundes-Staat gegen jeden Angriff in Schuß zu nehmen, und sich gegenseitig ihre sämtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantiren, so kann kein einzelner Bundesstaat von Auswärtigen verlegt werden, ohne daß die Verletzung zugleich und in demselben Maße die Gesammtheit des Bundes treffe. —

Dagegen sind die einzelnen Bundes-Staaten verpflichtet von ihrer Seite weder Anlaß zu dergleichen Verletzungen zu geben, noch auswärtigen Staaten solche zuzufügen. Sollte von Seiten eines fremden Staates über eine von einem Mitgliede des Bundes ihm widerfahrne Verletzung bey der Bundes-Versammlung Beschwerde geführt, und diese gegründet befunden werden, so liegt der Bundes-Versammlung ob, das Bundes-Glied, welches die Beschwerde veranlaßt hat, zur schleunigen und genügenden Abhülfe aufzufordern, und mit dieser Auf- | 181. 11.  
forderung, nach Befinden der Umstände, Maßregeln, wodurch weitem friedestörenden Folgen zur rechten Zeit vorgebeugt werde, zu verbinden.

## Artikel XXXVII.

Wenn ein Bundes-Staat, bey einer zwischen ihm und einer auswärtigen Macht entstandenen Irrung, die Dazwischenkunft des Bundes anruft, so hat die Bundes-Versammlung den Ursprung solcher Irrung und das wahre Sachverhältniß sorgfältig zu prüfen. — Ergibt sich aus dieser Prüfung, daß dem Bundesstaate das Recht nicht zur Seite steht, so hat die Bundesversammlung denselben von Fortsetzung des Streites ernstlich abzumahnern, und die begehrte Dazwischenkunft zu verweigern, auch erforderlichen Falls zur Erhaltung des Friedensstandes geeignete Mittel anzuwenden. Ergibt sich das Gegentheil, so ist die Bundes-Versammlung verpflichtet, dem verletzten Bundes Staate ihre wirksamste Verwendung und Vertretung angedeihen zu lassen, und solche so weit auszudehnen, als nöthig ist, damit demselben volle Sicherheit und angemessene Genugthuung zu Theil werde.

## Artikel XXXVIII.

Wenn aus der Anzeige eines Bundesstaats, oder aus andern zuverlässigen Angaben, Grund zu der Besorgniß geschöpft wird, daß ein einzelner Bundes-Staat, oder die Ge-

sammtheit des Bundes, von einem feindlichen Angriffe bedroht sey, so muß die Bundesversammlung sofort die Frage, ob die Gefahr eines solchen Angriffes wirklich vorhanden ist, in Berathung nehmen, und darüber in der kürzest-möglichen Zeit einen Ausspruch thun. Wird die Gefahr anerkannt, so muß, gleichzeitig mit diesem Ausspruche, wegen der in solchem Falle unverzüglich in Wirksamkeit zu setzenden Bertheidigungs-Maßregeln, ein Beschluß gefaßt werden. Beides, jener Ausspruch und dieser Beschluß, ergeht von der engern Versammlung, die dabey nach der in ihr geltenden absoluten Stimmen-Mehrheit verfährt.

#### Artikel XXXIX.

Wenn das Bundes-Gebiet von einer auswärtigen Macht feindlich überfallen wird, tritt sofort der Stand des Krieges ein, und es muß in diesem Falle, was auch ferner von der Bundes-Versammlung beschlossen werden mag, ohne weitem Verzug zu den erforderlichen Bertheidigungs-Maßregeln geschritten werden.

#### Artikel XL.

Sieht sich der Bund zu einer förmlichen Kriegs-Erklärung genöthiget, so kann solche nur in der vollen Versammlung nach der für dieselbe vorgeschriebenen Stimmenmehrheit von zwey Drittheilen beschlossen werden.

#### Artikel XLI.

Der in der engern Versammlung gefaßte Beschluß über die Wirklichkeit der Gefahr eines feindlichen Angriffes verbindet sämtliche Bundesstaaten zur Theilnahme an den vom Bundestage nothwendig erachteten Bertheidigungs-Maßregeln. Gleicherweise verbindet die in der vollen Versammlung ausgesprochene Kriegs-Erklärung sämtliche Bundesstaaten zur unmittelbaren Theilnahme an dem gemeinschaftlichen Kriege.

#### Artikel XLII.

Wenn die Vorfrage, ob Gefahr vorhanden ist, durch die Stimmenmehrheit verneinend entschieden wird, so bleibt nichts desto weniger denjenigen Bundes-Staaten, welche von der Wirklichkeit der Gefahr überzeugt sind, unbenommen, gemeinschaftliche Bertheidigungs-Maßregeln unter einander zu verabreden.

## Artikel XLIII.

Wenn in einem Falle, wo es die Gefahr und Beschützung einzelner Bundes-Staaten gilt, einer der streitenden Theile auf die förmliche Vermittlung des Bundes anträgt, so wird derselbe, in so fern er es der Lage der Sachen und seiner Stellung angemessen findet, unter vorausgesetzter Einwilligung des andern Theils, diese Vermittelung übernehmen; jedoch darf dadurch der Beschluß wegen der zur Sicherheit des Bundes-Gebiets zu ergreifenden Vertheidigungs-Maßregeln nicht aufgehalten werden, noch in der Ausführung der bereits beschlossnen ein Stillstand oder eine Verzögerung eintreten.

## Artikel XLIV.

Bei ausgebrochnem Kriege steht jedem Bundes-Staate frey, zur gemeinsamen Vertheidigung eine größere Macht zu stellen, als sein Bundes-Contingent beträgt; es kann jedoch in dieser Hinsicht keine Forderung an den Bund Statt finden.

## Artikel XLV.

Wenn in einem Kriege zwischen auswärtigen Mächten, oder in andern Fällen Verhältnisse eintreten, welche die Besorgniß einer Verletzung der Neutralität des Bundes-Gebiets veranlassen, so hat die Bundes-Versammlung ohne Verzug im engern Rathe die zur Behauptung dieser Neutralität erforderlichen Maßregeln zu beschließen.

## Artikel XLVI.

Beginnt ein Bundes-Staat, der zugleich außerhalb des Bundes-Gebiets Besizungen hat, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Verhältnisse und Verpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd.

## Artikel XLVII.

In den Fällen, wo ein solcher Bundesstaat in seinen außer dem Bunde belegenen Besizungen bedroht oder angegriffen wird, tritt für den Bund die Verpflichtung zu gemeinschaftlichen Vertheidigungs-Maßregeln, oder zur Theilnahme und Hülfleistung nur in so fern ein, als derselbe nach vorgängiger Berathung durch Stimmenmehrheit in der engern Versammlung Gefahr für das Bundes-Gebiet erkennt. Im letztern Falle finden die Vorschriften der vorhergehenden Artikel ihre gleichmäßige Anwendung.

## Artikel XLVIII.

Die Bestimmung der Bundes-Acte, vermöge welcher, nach einmahl erklärtem Bundes-Kriege, kein Mitglied des Bundes einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schließen darf, ist für sämtliche Bundesstaaten, sie mögen außerhalb des Bundes Besizungen haben oder nicht, gleich verbindlich.

## Artikel XLIX.

Wenn von Seiten des Bundes Unterhandlungen über Abschluß des Friedens oder eines Waffenstillstandes Statt finden, so hat die Bundes-Versammlung zu spezieller Leitung derselben einen Ausschuß zu bestellen, zu dem Unterhandlungs-Geschäft selbst aber eigne Bevollmächtigte zu ernennen, und mit gehörigen Instructionen zu versehen. — Die Annahme und Bestätigung eines Friedens-Vertrags kann nur in der vollen Versammlung geschehen.

## Artikel L.

| Bl. 13

In Bezug auf die auswärtigen Verhältnisse überhaupt liegt der Bundes-Versammlung ob:

1. Als Organ der Gesamtheit des Bundes für die Aufrechterhaltung friedlicher und freundschaftlicher Verhältnisse mit den auswärtigen Staaten Sorge zu tragen;

2. Die von fremden Mächten bey dem Bunde beglaubigten Gesandten anzunehmen, und wenn es nöthig befunden werden sollte, im Nahmen des Bundes Gesandte an fremde Mächte abzuordnen;

3. In eintretenden Fällen Unterhandlungen für die Gesamtheit des Bundes zu führen, und Verträge für denselben abzuschließen;

4. Auf Verlangen einzelner Bundes-Regierungen, für dieselben die Verwendung des Bundes bei fremden Regierungen, und in gleicher Art, auf Verlangen fremder Staaten die Dazwischenkunft des Bundes bei einzelnen Bundesgliedern eintreten zu lassen.

## Artikel LI.

Die Bundes-Versammlung ist ferner verpflichtet, die auf das Militair-Wesen des Bundes Bezug habenden organischen Einrichtungen, und die zur Sicherstellung seines Gebiets erforderlichen Vertheidigungs-Anstalten zu beschließen.

## Artikel LII.

Da zur Erreichung der Zwecke und Besorgung der Angelegenheiten des Bundes, von der Gesammtheit der Mitglieder Geld-Beiträge zu leisten sind, so hat die Bundes-Versammlung

1. den Betrag der gewöhnlichen verfassungsmäßigen Ausgaben, so weit solches im Allgemeinen geschehen kann, festzusetzen;
2. in vorkommenden Fällen die zur Ausführung besondrer in Hinsicht auf anerkannte Bundeszwecke gefaßten Beschlüsse erforderlichen außerordentlichen Ausgaben und die zur Bestreitung derselben zu leistenden Beiträge zu bestimmen;
3. das matrikelmäßige Verhältniß, nach welchem von den Mitgliedern des Bundes beizutragen ist, festzusetzen;
4. die Erhebung, Verwendung und Verrechnung der Beiträge anzuordnen und darüber die Aufsicht zu führen.

## Artikel LIII.

Die durch die Bundes-Acte den einzelnen Bundes-Staaten garantirte Unabhängigkeit schließt zwar im Allgemeinen jede Einwirkung des Bundes in die innere Staats-Einrichtung und Staats-Verwaltung aus. Da aber die Bundes-Glieder sich in dem zweiten Abschnitt der Bundes-Acte über einige besondre Bestimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf Gewährleistung zugesicherter Rechte, theils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen, so liegt der Bundes-Versammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Bethciligten ergibt, daß solche nicht Statt gefunden habe, zu bewirken. — Die Anwendung der in Gemäßheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

## Artikel LIV.

Da nach dem Sinn des dreizehnten Artikels der Bundes-Acte, und den darüber erfolgten spätern Erklärungen, in allen Bundes-Staaten landständische Verfassungen Statt finden sollen, so hat die Bundes-Versammlung darüber zu wachen, daß diese Bestimmung in keinem Bundesstaate unerfüllt bleibe.

| Bl. 14.

## | Artikel LV.

Den souverainen Fürsten der Bundes-Staaten bleibt überlassen, diese innere Landes-Angelegenheit mit Berücksichtigung sowohl der früherhin gesetzlich bestandnen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse zu ordnen.

## Artikel LVI.

Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmäßigem Wege wieder abgeändert werden.

## Artikel LVII.

Da der deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souverainen Fürsten besteht, so muß dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesammte Staats-Gewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden.

## Artikel LVIII.

Die im Bunde vereinten souverainen Fürsten dürfen durch keine landständische Verfassung in der Erfüllung ihrer bundesmäßigen Verpflichtungen gehindert oder beschränkt werden.

## Artikel LIX.

Wo die Oeffentlichkeit landständischer Verhandlungen durch die Verfassung gestattet ist, muß durch die Geschäfts-Ordnung dafür gesorgt werden, daß die gesetzlichen Grenzen der freien Aeußerung, weder bey den Verhandlungen selbst noch bey deren Bekanntmachung durch den Druck, auf eine die Ruhe des einzelnen Bundesstaats oder des gesammten Deutschlands gefährdende Weise überschritten werden.

## Artikel LX.

Wenn von einem Bundes-Gliede die Garantie des Bundes für die in seinem Lande eingeführte landständische Verfassung nachgesucht wird, so ist die Bundes-Versammlung berechtigt, solche zu übernehmen. Sie erhält dadurch die Befugniß, auf Anrufen der Betheiligten, die Verfassung aufrecht zu erhalten, und die über Auslegung oder Anwendung derselben entstandenen Irrungen, so fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittelung oder compromissarische Entscheidung beizulegen.

## Artikel LXI.

Ausser dem Fall der übernommenen besondern Garantie einer landständischen Verfassung, und der Aufrechthaltung der über den dreizehnten Artikel der Bundes-Acte hier festgesetzten Bestimmungen, ist die Bundes-Versammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten, oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Character annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, so wie des sieben und zwanzigsten Artikels auch hiebey ihre Anwendung finden. Der sechs und vierzigste Artikel der Wiener Congress-Acte vom Jahre achtzehnhundert und fünfzehn in Betreff der Verfassung der freien Stadt Frankfurt erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

## Artikel LXII.

Die vorstehenden Bestimmungen in Bezug auf den dreizehnten Artikel der Bundes-Acte sind auf die freien Städte in so weit anwendbar, als die besondern Verfassungen und Verhältnisse derselben es zulassen.

## Artikel LXIII.

| Bl. 18.

Es liegt der Bundes-Versammlung ob, auf die genaue und vollständige Erfüllung derjenigen Bestimmungen zu achten, welche der vierzehnte Artikel der Bundes-Acte in Betreff der mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen unmittelbaren Reichs-Adels enthält. Diejenigen Bundes-Glieder, deren Ländern die Besitzungen derselben einverleibt worden, bleiben gegen den Bund zur unverrückten Aufrechthaltung der durch jene Bestimmungen begründeten staatsrechtlichen Verhältnisse verpflichtet. Und wenn gleich die über die Anwendung der in Gemäßheit des vierzehnten Artikels der Bundes-Acte erlassenen Verordnungen, oder abgeschlossenen Verträge, entstehenden Streitigkeiten in einzelnen Fällen an die competenten Behörden des Bundes-Staats, in welchem die Besitzungen der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen, und Herren gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden müssen, so bleibt denselben doch, im Fall der verweigerten gesetzlichen und verfassungsmässigen Rechtshülfe, oder einer einseitigen zu ihrem Nachtheil erfolgten legislativen Erklärung der durch die Bundes-Acte ihnen zugesicherten Rechte, der Recurs an die Bundes-Versammlung vorbehalten; und diese ist in einem solchen Falle verpflichtet, wenn sie die Beschwerde gegründet findet, eine genügende Abhülfe zu bewirken.

## Artikel LXIV.

Wenn Vorschläge zu gemeinnützigen Anordnungen deren Zweck nur durch die zusammenwirkende Theilnahme aller Bundesstaaten vollständig erreicht werden kann, von einzelnen Bundes-Gliedern an die Bundesversammlung gebracht werden, und diese sich von der Zweckmäßigkeit und Ausführbarkeit solcher Vorschläge im Allgemeinen überzeugt, so liegt ihr ob, die Mittel zur Vollführung derselben in sorgfältige Erwägung zu ziehen, und ihr anhaltendes Bestreben dahin zu richten, die zu dem Ende erforderliche freiwillige Vereinbarung unter den sämtlichen Bundes-Gliedern zu bewirken.

## Artikel LXV.

Die in den besondern Bestimmungen der Bundes-Acte, Artikel 16, 18, 19 zur Berathung der Bundes-Versammlung gestellten Gegenstände bleiben derselben, um durch gemeinschaftliche Uebereinkunft zu möglichst gleichförmigen Verfügungen darüber zu gelangen, zur fernern Bearbeitung vorbehalten. —

Die vorstehende Acte wird als das Resultat einer unänderlichen Vereinbarung zwischen den Bundes-Gliedern, mittelst Präsidial-Vortrags an den Bundestag gebracht, und dort, in Folge gleichlautender Erklärungen der Bundes-Regierungen, durch förmlichen Bundes-Beschluß zu einem Grund Gesetz erhoben werden, welches die nämliche Kraft und Gültigkeit wie die Bundes-Acte selbst haben und der Bundes-Versammlung zur unabwieslichen Richtschnur dienen soll. —

1820. 10.

I Zur Urkunde dessen haben sämtliche hier versammelte Bevollmächtigte die gegenwärtige Acte unterzeichnet und mit ihren Wappen unterstiegt.

So geschehen zu Wien, den fünfzehnten des Monats May, im Jahr Ein tausend Acht hundert und Zwanzig.

Fürst von Metternich.

Freiherr von Lettenborn.

Graf Bernstorff.

Münchhausen.

Krusenstern.

du Bos du Thil.

J. E. v. Küster.

J. Bernstorff.

Freiherr v. Bentner.

A. N. Falk.

Freyh. v. Stainlein.

Carl Wilhelm Frh. v. Fritsch.

Graf v. d. Schulenburg.

E. F. L. Marschall von Bieber-

von Globig.

stein.

Ernst Graf von Hardenberg.

L. S. Freih. v. Plessen.

Graf von Mandelsloh.

von Berg.

Frh. von Versteht.

J. F. Sack, Dr.

